

UCL

Université
catholique
de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO)
Ecole des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)

Abolition et dissuasion nucléaire

Analyse comparative de l'argumentation des mouvements abolitionnistes et des
Etats nucléaires

Mémoire réalisé par
Martin De Longueville

Promoteur
Michel Liegeois

Lecteur
Vincent Eiffling

Année académique 2016-2017
Master en relations internationales, finalité diplomatie et résolution de conflits

Code de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Remerciements

Je veux d'abord adresser mes remerciements à mon promoteur, le Professeur Liegeois, pour son suivi et son aide précieuse tout au long de la réalisation de ce mémoire, ainsi que mes parents pour leur regard éclairé lors de la relecture finale. Je souhaite ensuite remercier les bibliothécaires de la BSPO pour leur efficacité et leur patience. Pour terminer, je remercie tous mes collègues de travail pour ces longues journées passées en bibliothèque, qui ont ainsi rendu la réalisation du mémoire moins solitaire.

Table des matières

Introduction	5
Partie I : De 1945 à la fin de la Guerre Froide	7
1. Un débat pendant la construction même de la bombe.....	7
2. Les bombardements de Hiroshima et Nagasaki	8
3. Les premières protestations.....	10
3.1 La FAS et l'Horloge de l'Apocalypse	11
3.2 Peace Action	12
3.3 Absence de protestation au Japon.....	13
3.4 Une certaine peur des effets dévastateurs	14
4. Les principaux mouvements anti-nucléaires à l'échelle globale.....	15
4.1 International Association of Lawyers Against Nuclear Arms (IALANA)	15
4.2 International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW)	17
4.3 Mayors for Peace	18
4.4 Greenpeace.....	20
4.5 Les zones exemptes d'armes nucléaires (ZEAN).....	21
5. Guerre Froide, dilemme de sécurité et course à l'armement	22
5.1 Le dilemme de sécurité	22
6. La dissuasion nucléaire	24
6.1 Le concept.....	24
6.2 Le dilemme du prisonnier	26
7. Désarmement, contrôle et non-prolifération nucléaire.....	27
7.1 Contrôle et désarmement nucléaire.....	27
8. Situation à la fin de la Guerre Froide	33
Partie II : De la chute du mur à aujourd'hui.....	36
1. Le contexte mondial change avec la fin de la Guerre Froide.....	36
1.1 Prolifération nucléaire.....	37
1.2 Développement du terrorisme.....	38
1.3 Vers une redéfinition du concept de dissuasion.....	39
2. De nouveaux mouvements abolitionnistes.....	41

2.1	Global Zero	41
2.2	Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (ICAN) ..	44
3.	START I, II & III	45
3.1	START I : un obstacle aux mouvements abolitionnistes.....	45
3.2	START II&III : des échecs justifiant l'abolition	47
3.3	New START : vers un désarmement global ?	47
4.	L'argumentaire abolitionniste contamine le champ politique.....	48
4.1	Le TNP.....	48
4.2	Les conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires	50
5.	Contexte actuel.....	51
5.1	La politique nucléaire de l'OTAN	51
5.2	Une Europe divisée sur le sujet.....	52
5.3	La Russie très loin d'un débat sur l'abolition	53
5.4	Une Chine toujours très secrète	54
5.5	Les Etats nucléaires non parties au TNP	56
5.6	Les zones exemptes d'armes nucléaires	57
5.7	Le futur de la prolifération nucléaire	59
	Conclusion	61
	Bibliographie.....	61

Introduction

L'arme nucléaire est couramment au cœur de l'actualité, que ce soit au niveau national avec des débats sur la nécessité de la présence d'ogives nucléaires sur le territoire belge, ou au niveau international, avec les essais balistiques de la Corée du Nord, les tensions entre l'Inde et le Pakistan, l'élection du nouveau président des Etats-Unis, Donald Trump, ou encore les appels des associations abolitionnistes pour la suppression définitive des armes nucléaires. Cette actualité met en lumière un constat : l'arme nucléaire fait toujours bien partie des instruments de puissance développés par certains Etats et ce, malgré le poids grandissant des mouvements abolitionnistes à travers le monde et les appels, toujours plus nombreux, pour un monde exempt d'armes nucléaires.

Les visions diamétralement opposées des abolitionnistes et des nucléaristes naitront dès le développement du projet Manhattan¹, destiné à produire les premières bombes atomiques ; deux visions du nucléaire qui ne cesseront de s'affronter de 1945 à aujourd'hui. La première vision, abolitionniste, sera celle de l'arme nucléaire comme source de dégâts humanitaires incommensurables et irréversibles, vision qui sera défendue dès le début par bon nombre de scientifiques, d'associations et ensuite par une majorité d'Etats non nucléaires. La deuxième vision, celle défendue par les Etats nucléaires, sera quant à elle, celle de l'arme nucléaire comme ultime moyen de dissuasion permettant au monde d'éviter les conflits.

L'objectif recherché dans ce mémoire est d'analyser les concepts utilisés pour justifier les points de vue, tant abolitionnistes que nucléaristes, et ainsi permettre la possession d'une vue d'ensemble de la lutte que se sont livrées les deux visions du nucléaire depuis la conception même de la première bombe atomique jusqu'à aujourd'hui. Ce mémoire va ainsi chercher à comprendre la situation nucléaire actuelle à travers une perspective historique en se concentrant principalement sur les mouvements abolitionnistes internationaux et les Etats nucléaires. Le choix de cette délimitation se justifie par le côté chronophage d'une analyse des mouvements abolitionnistes nationaux qui, de plus, ont

¹ Projet qui mena à la construction de la première bombe atomique

généralement une influence moindre sur la sphère politique, et par la pertinence de se concentrer sur les Etats nucléaires lorsqu'il s'agit d'analyser les justifications nucléaristes.

L'analyse se fera en deux parties. La première se concentrera sur la période de la Guerre Froide, et la deuxième sur la période allant de la chute du Mur de Berlin à aujourd'hui. Ce choix trouve son origine dans l'importance donnée au discours abolitionniste qui sera très minime, tant au sein de la société civile qu'au niveau diplomatique durant la Guerre Froide mais qui connaîtra un véritable essor à la suite de cette période.

Seront ainsi développés dans la première partie les premières protestations ainsi que la naissance des premiers mouvements abolitionnistes de grande ampleur, les concepts de dilemme de sécurité et de dissuasion ainsi que les premiers traités de désarmement, de contrôle et de dissuasion permettant de comprendre pourquoi et comment l'arme nucléaire n'a été source que de peu de critiques durant cette période.

La deuxième partie sera consacrée à la façon dont l'ère post Guerre Froide a réactivé les mouvements abolitionnistes par la création de mouvements qui auront une influence jamais vue sur la sphère politique, caractérisée par la contamination des négociations diplomatiques. Les traités START seront également développés et la partie se terminera sur un état des lieux de la politique nucléaire actuelle.

Partie I : De 1945 à la fin de la Guerre Froide

1. Un débat pendant la construction même de la bombe

Les questionnements sur l'utilisation de la bombe atomique n'ont pas attendu les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki pour être abordés. Dès le début du projet Manhattan, certains scientifiques se sont insurgés sur les conséquences dévastatrices qu'aurait la création et surtout l'utilisation d'une telle bombe. Très vite, un écart de vision s'est creusé entre certains scientifiques travaillant sur la création de l'arme nucléaire qui y voyaient une menace pour l'humanité, et les politiciens comme Roosevelt, Truman ou Churchill omnibusés par leur désir de puissance militaire (Wittner, 2009).

Dès 1942, certains scientifiques comme le physicien danois Niels Bohr, commencèrent à tirer la sonnette d'alarme et avertirent les gouvernements anglais et américains du risque sans précédent d'une course à l'armement nucléaire. Ces derniers demandèrent ainsi la mise en place urgente d'un système de contrôle des armes nucléaires. Winston Churchill n'était pas du tout de cet avis et répondra d'ailleurs à Bohr : *“This new bomb is just going to be bigger than our present bombs. It involves no difference in the principles of war”*, illustrant ainsi déjà la différence de point de vue sur la question. Les gouvernements britanniques et américains iront même dans le sens contraire de l'avis du scientifique et s'accorderont à partir de 1944 sur un monopole anglo-américain de l'arme nucléaire et sur sa possible utilisation contre le Japon (Wittner 2009).

Un autre scientifique travaillant sur le projet Manhattan s'est aussi opposé à l'utilisation de la bombe : Leo Szilard. Ce dernier essaya tout d'abord en 1939, craignant des applications militaires à la suite de la découverte de la fission nucléaire, d'empêcher les auteurs de publier leur découverte. Il demanda ensuite à *Physical review* de ne pas publier ses recherches sur le relâchement de neutrons lors de la scission d'un atome d'uranium. Ses efforts seront vains car l'équipe française à l'origine de la découverte de la fission nucléaire publia ses résultats dans la revue *Nature* et les Nazis furent mis directement au courant du potentiel militaire d'une telle découverte (Norris, 2007). A la suite de la création de la bombe, Leo Szilard envoya, de plus, une lettre le 25 mars 1945 au président Roosevelt pour l'avertir que l'utilisation de la bombe nucléaire « précipiterait une course

à la construction de telles armes entre la Russie et les Etats-Unis » avec comme conséquence une augmentation de la vulnérabilité des Etats-Unis aux attaques et à la destruction. La lettre n'arrivera jamais sur la table du président (Norris, 1997). Szilard recommanda également la mise en place d'un contrôle des armes nucléaires. Encore une fois, cette vision alarmiste s'est heurtée à la vision réalpolitik des hommes d'Etat. James F. Byrnes, un proche du président tout juste nommé Harry Truman rétorquera que l'utilisation de bombes atomiques aiderait à justifier les énormes dépenses du projet Manhattan. Leo Szilard échappa, pour terminer, de peu à la prison, menacé par le général Groves qui le considérait comme un « ennemi Alien » (Norris, 1997).

Leurs voix n'étant pas écoutées, le directeur du laboratoire qui travaillait sur le projet Manhattan créa un Comité sur les Implications Sociales et Economiques de l'Energie Atomique. Ce comité rendit le 11 juin 1945 un rapport à l'encontre de l'utilisation de la bombe nucléaire sur le Japon et préconisa plutôt une démonstration dans une zone inhabitée. Szilard lança également une pétition à travers le laboratoire qui récolta un grand nombre de signatures.

La conférence de Postdam de juillet 1945 confirmera définitivement la différence de vision entre le monde scientifique et politique. Ni Truman, ni Churchill ni Staline ne montreront d'hésitation dans l'idée d'utiliser la bombe atomique (Wittner 2009). Staline dira même à Truman lorsque ce dernier lui parlera de la bombe qu'il était « *content de l'apprendre et qu'il espérait qu'ils en fassent bon usage contre les Japonais* »².

Malgré les oppositions du monde scientifique, la bombe sera finalement bel et bien développée et même utilisée par les Américains afin de bombarder les villes japonaises de Hiroshima et Nagasaki.

2. Les bombardements de Hiroshima et Nagasaki

Au matin du 6 août 1945, *Enola Gay*, une forteresse volante de type B29 largua au-dessus de la ville d'Hiroshima *Little Boy*, la première des deux bombes nucléaires qui dévasteront le Japon. En quelques secondes, une grande partie de la ville sera anéantie. Le rapport

² Discussion entre Truman et Staline, 24 juillet 1945 : conférence de Postdam

transmis par la base navale de Kure permet d'avoir un aperçu de la puissance dévastatrice de la bombe :

*“Today 3 B-29s flew over Hiroshima at a high altitude at about 08:25 and dropped several bombs.... A terrific explosion accompanied by flame and smoke occurred at an altitude of 500 to 600 meters. The concussion was beyond imagination and demolished practically every house in the city. Present estimate of damage. About 80% of the city was wiped out, destroyed, or burned. Casualties have been estimated at 100,000”.*³

Ce bombardement n'était de plus qu'un début car trois jours plus tard, le 9 août 1945, sera larguée *Fat Man*, la deuxième bombe nucléaire qui dévastera cette fois, la ville de Nagasaki.

Les raisons de l'utilisation de la bombe nucléaire sur les deux villes japonaises font aujourd'hui encore débat. Certains confirment la version de Harry Truman, président américain de l'époque, qui stipula que cela avait permis une capitulation plus rapide du Japon. D'autres, comme Martin Sherwin avancent d'autres explications : les bombardements auraient servi à atténuer les ambitions de Staline en Europe de l'Est, à justifier les dépenses financières et matérielles dans le projet Manhattan ou encore à se venger de l'attaque japonaise perpétrée à Pearl Harbor (Sherwin 1995). Le but de ce mémoire n'est pas de résoudre un débat qui ne trouvera, sans doute, jamais de réponses faisant l'unanimité. Cependant, cette première énumération des possibles causes permet de mettre en lumière un élément intéressant : dans le cas où le double bombardement était aussi destiné à diminuer les ambitions de Staline, cet événement est sans doute le premier signe de la lutte que les Etats-Unis et l'URSS se livreront durant presque 50 ans : la Guerre Froide. Pour l'auteur japonais Rinjiro Sodei, les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki ont certes marqué la fin de la guerre sino-américaine, mais ils ont surtout marqué le début de l'ère nucléaire caractérisée par une course à l'armement, des milliers de tests nucléaires, une soi-disant paix nucléaire ainsi qu'une prolifération des armes nucléaires à travers le monde (Sodei 1995).

³ ASADA S, “The Shock of the Atomic Bomb and Japan's Decision to Surrender: A Reconsideration”, *Pacific Historical Review*, 1998, Vol LXVII, p477.

3. Les premières protestations

A la lumière de ces événements tragiques, des mouvements de protestation contre l'arme nucléaire se créeront petit à petit dans de nombreux Etats avec comme volonté commune de mettre fin à la pratique traditionnelle des Etats à sécuriser leurs intérêts par le développement de moyens militaires supérieurs, une pratique considérée comme très dangereuse depuis l'invention et l'utilisation de la bombe nucléaire. Ensuite, ces mouvements se concentreront sur l'élimination ou le contrôle des armes nucléaires (Wittner, 2009). De plus, le développement et l'utilisation de la bombe nucléaire engendreront l'arrivée sur le devant de la scène d'une communauté habituée plutôt à rester dans l'ombre et à ne pas s'engager politiquement : les scientifiques. En intégrant ces derniers dans la recherche nucléaire⁴, la politique a en effet attiré très tôt la communauté scientifique dans le débat nucléaire (Wittner, 2009) comme expliqué précédemment.

Aux Etats-Unis, l'utilisation de la bombe, comme l'entrée des Etats-Unis dans la Seconde Guerre Mondiale furent largement soutenues par l'opinion publique. Ce soutien est sans nul doute à mettre sur le compte de l'attaque japonaise subie par les Américains le 7 juin 1941 à Pearl Harbor, qui a précipité l'entrée des Etats-Unis dans le conflit mondial. Cette attaque constitua un terrible choc psychologique pour la population américaine et reste à l'heure actuelle la première et seule attaque perpétrée sur le sol américain par un autre Etat (sont donc exclues ici les attaques du 11 septembre 2001 qui sont attribuées à un groupe terroriste : Al Qaeda). Les Américains développèrent ainsi une aversion envers le Japon et ses habitants, ce qui explique le soutien de la population américaine à l'utilisation de l'arme atomique sur Hiroshima et Nagasaki. Cependant, l'avènement de l'ère nucléaire fit également naître un sentiment de peur auprès de la population (Wittner, 2009). Comme le rapportera le commentateur radio de CBS Edward R. Murrow : "Seldom, if ever, has a war ended leaving the victors with such a sense of uncertainty and fear, with such a realization that ... survival is not assured".

⁴ Le projet Manhattan était composé en grande partie composé de scientifiques « civils » et non « militaires ».

3.1 La FAS et l'Horloge de l'Apocalypse

Cette opinion publique plutôt favorable n'a cependant pas empêché certains mouvements antinucléaires de naître. En novembre 1945 fût fondée la Fédération des Scientifiques Nucléaires par les membres du projet Manhattan, fédération qui changea de nom un an plus tard pour devenir la Fédération des Scientifiques Américains (FAS). Elle regroupe des scientifiques qui partagent un crédo commun : « tous les scientifiques, ingénieurs et autres penseurs ont une certaine obligation éthique à s'assurer que le fruit de leur travail soit bénéfique à l'humanité »⁵. Comme l'indique le changement de nom, la fédération s'est d'abord concentrée sur les problèmes nucléaires pour ensuite élargir son domaine d'analyse, qui couvre actuellement le secret gouvernemental, les armes nucléaires, le terrorisme nucléaire et radiologique, la non-prolifération, les menaces bactériologiques et chimiques ainsi que l'environnement et les ressources. La FAS a été très vite mise en lumière grâce à son bulletin annuel et son Horloge de l'Apocalypse (cfr image).



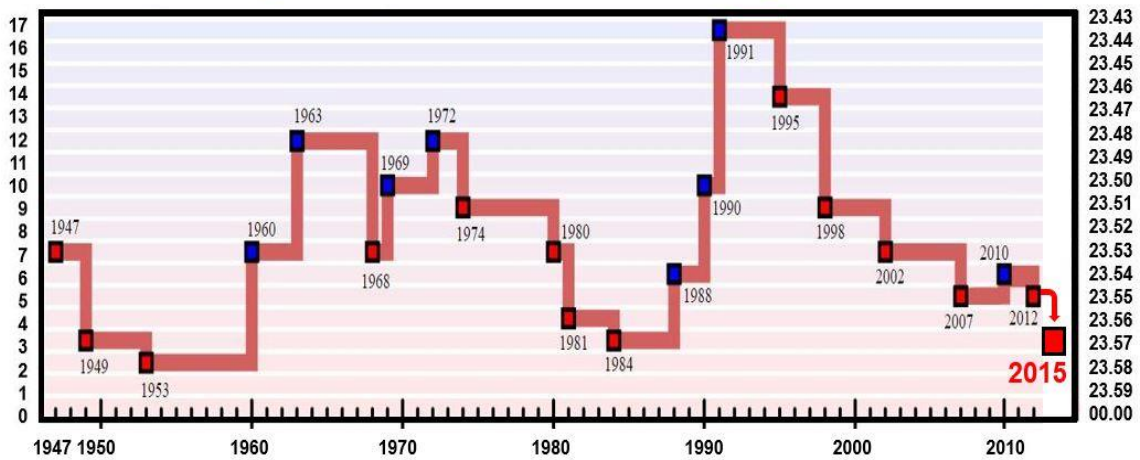
(Washington Post AP Photo Carolyn Kaster)

L'Horloge de l'Apocalypse est une horloge conceptuelle où minuit représente la fin du monde et où l'heure nous permet d'évaluer à quelle distance le monde se trouve de l'apocalypse. De 1947 à la Guerre Froide, l'apocalypse correspondit au déclenchement d'une guerre nucléaire entre les deux superpuissances qu'étaient l'URSS et les Etats-Unis. Il est ainsi possible de suivre l'évolution de la menace tout au long de la Guerre Froide grâce à l'image ci-dessous représentant l'histoire de l'Horloge. Cette ligne du temps nous indique que 1953 et 1984 furent les périodes les plus proches de l'apocalypse selon la FAS. En octobre 1952 est testée pour la première fois par les Américains la bombe à hydrogène, beaucoup plus puissante que la bombe atomique. Neuf mois plus tard, c'est au tour des Soviétiques de tester leur propre bombe à hydrogène ce qui rapprocha ainsi, selon les scientifiques américains, le monde d'une guerre nucléaire et donc d'une

⁵ www.FAS.org

apocalypse. L'année 1984 correspondit, quant à elle, à une cassure dans les relations diplomatiques américano-soviétiques. Toutes les formes de communication étaient coupées et les négociations sur le contrôle des armes nucléaires étaient au point mort, ce qui rapprocha également, selon les scientifiques, les deux nations d'une guerre nucléaire. A l'inverse, la ligne du temps indique que les années 1963 et 1972 étaient particulièrement éloignées d'une possible apocalypse. En 1963, les Etats-Unis et l'Union soviétique signèrent le premier traité d'interdiction partielle des essais nucléaires qui interdit les essais dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et dans l'eau avec pour conséquence une réduction des conséquences environnementales. L'année 1972 correspond quant à elle au traité de limitation des armes stratégiques (SALT I) et au traité de défense anti-missiles balistiques (BAM).

Doomsday Clock: Minutes to Midnight, 1947 - 2015



(Doomsday clock history: Market Business News)

3.2 Peace Action

Une autre organisation qui naquit très tôt est le Comité pour une politique saine (SANE) qui fusionna ensuite en 1993 avec un autre mouvement, le FREEZE pour donner naissance au mouvement Peace Action.

Le SANE est un mouvement créé en 1953. Ses fondateurs ont été inspirés par les appels à la prise de conscience de Albert Schweitzer⁶ sur les dangers des radiations nucléaires ; ils décidèrent ainsi de « développer un soutien public pour une politique audacieuse qui

⁶ Médecin, pasteur, théologien considéré comme un précurseur du désarmement nucléaire (1875-1965)

éloignera l'humanité de la guerre et qui la rapprochera de la paix et de la justice ». L'organisation deviendra un portevoix national de la cause abolitionniste aux Etats-Unis.

La campagne pour le gel des armes nucléaires (FREEZE) a été initiée en 1980 par Randall Forsberg⁷ afin de geler la course et même d'inverser la course à l'armement entre Soviétiques et Américains. Elle procédait notamment via des initiatives de referendum dans les villes et villages pour pousser à la réduction des arsenaux nucléaires. La campagne prit rapidement de l'ampleur et réussit le 12 juin 1982 à rassembler 750 000 personnes lors d'une manifestation à New-York contre l'utilisation d'armes nucléaires.

L'organisation Peace Action se définit comme une organisation qui partage une vision du monde où la menace nucléaire serait à jamais éliminée de la terre, où les guerres comme moyens de résolution de conflits seraient abolies, où tous les humains seraient assurés de vivre dans la dignité ainsi que dans un environnement sain et où personne ne se verrait refuser l'opportunité de participer à l'élaboration de décisions qui le concerne directement.

3.3 Absence de protestation au Japon

Comme aux Etats-Unis, de nombreux mouvements se sont créés et mobilisés dans les années qui ont suivis les bombardements de Hiroshima et Nagasaki, que ce soit au Canada, en France, en Allemagne, en Grande Bretagne ou même en URSS. Ce qui est plus étonnant par contre est le manque de mobilisation chez la première victime de la force destructrice de la bombe atomique : le Japon. Ce manque de mobilisation est à attribuer à l'occupation américaine qui a suivi la capitulation japonaise (Wittner, 2009). Les journaux relatant des faits relatifs aux bombardements ou au mouvement pacifique japonais étaient souvent sujets à la censure américaine. Ne sortaient dans les médias que les articles représentant la bombe comme la raison du raccourcissement de la durée de la guerre et comme un instrument de paix. Les critiques à l'encontre de la bombe ont cependant fini par se faire entendre grâce notamment aux *Hibakusha*, les victimes directes des conséquences radioactives des deux bombardements. Les Japonais développèrent une véritable « allergie » à l'arme nucléaire (Tanaka, 1970), une sensibilité à l'encontre de la construction, des essais ou du stockage des armes nucléaires qui souligne selon Tanaka,

⁷ Politologue américaine connue par son activisme anti-nucléaire (1943-2007)

auteur japonais, que les Japonais sont incapables d'adopter une position rationnelle ou réaliste à la question du nucléaire. En 1946 fût notamment créé un magazine dédié aux conséquences de l'utilisation de la bombe atomique. Hiroshima et Nagasaki devinrent également des symboles puissants de la paix mondiale (Wittner, 2009).

La capitulation du Japon marqua également un renversement dans la politique étrangère du pays qui fût depuis toujours une nation impérialiste. Le « poids de l'histoire » caractérisé par les années impériales, la défaite et l'occupation américaine, marquera profondément les Japonais qui renonceront ainsi à tout comportement agressif. Ce changement de vision se traduira par l'article de 9 de la constitution japonaise, la « clause de paix », stipulant que :

« Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu ».

Le Japon est depuis lors toujours caractérisé par une certaine neutralité dans les conflits internationaux.

3.4 Une certaine peur des effets dévastateurs

Comme ce chapitre nous l'indique, la raison principale avancée par les premiers groupes et associations anti-nucléaires fut la force dévastatrice de l'arme atomique. Ces associations invoquèrent ainsi des raisons éthiques, humanistes pour prôner la non utilisation ou du moins le contrôle des armes nucléaires. Elles trouvèrent les dégâts tellement immenses et persistants que le monde se devrait de ne pas en faire usage. Comme évoqué par le journaliste de CBS plus haut, les bombardements ont également fait naître une certaine peur dans le chef des populations de nombreux pays. Une peur basée sur le fait que nul n'est finalement à l'abri d'un cataclysme, que si on ne fait rien pour contrôler ses armes, n'importe quel Etat pour être la prochaine cible d'une attaque nucléaire.

4. Les principaux mouvements anti-nucléaires à l'échelle globale

Les mouvements anti-nucléaires resteront principalement nationaux durant la Guerre Froide et il faudra en attendre la fin pour voir de grands mouvements influents se créer. Cependant, il est déjà possible de trouver des mouvements à l'échelle globale à partir des années 80. Ce chapitre se concentrera ainsi sur les principaux groupes mondiaux créés durant la Guerre Froide et analysera les arguments mis en avant par ces derniers pour justifier l'abolition ou le contrôle des armes nucléaires.

4.1 International Association of Lawyers Against Nuclear Arms (IALANA)⁸

L'Association Internationale des Avocats Contre l'Arme Nucléaire est une association regroupant des avocats et des cabinets d'avocats créée en 1988 à Stockholm. Elle travaille initialement à abolir l'arme nucléaire, à renforcer le droit international et à développer des mécanismes effectifs de règlement pacifique des conflits. L'organisation a ensuite élargi son domaine d'action pour y inclure :

- l'abolition de tous types d'armes inhumaines et le contrôle du commerce international d'armes ;
- l'avancement des concepts de sécurité basé sur l'application de la loi et de mécanismes légaux, le développement de défenses non offensives et l'application de mesures incitant à la confiance entre Etats ;
- la mise en place et l'utilisation de la Cour Pénale Internationale et d'autres procédures légales pour juger les crimes contre le Droit Humanitaire International.

L'activité de l'IALANA se déroule autour de six projets :

Le premier est le « projet cour mondiale » qui est une campagne mondiale, qui a mené en juillet 1996 à une opinion de la Cour Internationale de Justice stipulant que la menace ou l'utilisation de l'arme nucléaire est illégale et que les Etats ont l'obligation de tenir des négociations pour l'abolir. Cette opinion constitua un grand pas en avant pour éroder la légitimité de la course à l'armement nucléaire. L'organisation ne s'arrêta pas là

⁸ Source : <http://en.ialana.de/>

puisqu'elle publiera en 2009 un mémorandum demandant à la Cour de Justice Internationale de rendre un avis sur l'obligation d'entreprendre des négociations de bonne foi menant à une abolition. L'organisation s'adressa à la plus haute cour internationale qui est selon elle, était la seule clef vers l'abolition nucléaire.

Le deuxième projet est la « convention sur les armes nucléaires ». L'IALANA mène une campagne pour la signature d'un traité interdisant le développement, la production, l'utilisation et la menace d'utilisation de l'arme nucléaire ainsi que son abolition.

Troisièmement, l'IALANA gère avec une autre association, l'Association Internationale des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire (IPPNW), « l'initiative des puissances moyennes » (MPI). Il s'agit d'une campagne fondée en 1998 destinée à inciter les puissances moyennes à travailler avec organisations internationales pour mettre en place un agenda du désarmement et inciter ainsi les puissances nucléaires à se diriger vers un monde sans arme nucléaire.

Le quatrième projet est dédié au terrorisme et à la prévention des conflits. L'organisation encourage l'usage de moyens alternatifs à la menace ou à l'usage de la force en réponse à des menaces sécuritaires. L'IALANA encourage ainsi les moyens légaux plutôt que armés.

Le cinquième projet vise à l'utilisation d'autres armes et encourage ainsi la communauté internationale à bannir toute arme composée d'uranium et de toute arme cause des dégâts superflus que ce soit à l'environnement ou à l'être humain.

Pour terminer, l'IALANA se positionne en faveur des lanceurs d'alerte, stipulant que lorsque des personnes s'élèvent contre des pratiques illégales, inégales ou éthiquement douteuses rencontrées dans le cadre de leur travail, elles se doivent d'être protégées.

L'IALANA est en conclusion une organisation qui promeut l'abolition nucléaire par le biais du droit international. Elle justifie cette volonté d'abolition en stipulant que le monde n'est plus le même que celui des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, qu'à cause de la prolifération nucléaire, un bombardement aujourd'hui serait suivi par des représailles causant souffrance et dévastation d'une manière encore jamais connue. L'organisation critique la capacité destructrice de l'arme nucléaire qui de par sa puissance

gigantesque, devrait être simplement supprimée pour éviter tout mal superflu à l'humanité.

4.2 International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW)⁹

Cette organisation a été créée en 1980 et regroupe des fédérations nationales de médecins provenant de 64 pays représentant des milliers de médecins, d'étudiants et d'autres professionnels de la santé réunis autour d'une volonté commune : rendre le monde plus pacifique et libérer le monde de la menace d'un anéantissement nucléaire. L'IPPNW a trois objectifs principaux qui sont l'abolition de l'arme nucléaire, la prévention des guerres et des conflits armés ainsi que la « construction de ponts » c'est-à-dire la promotion du dialogue et de la coopération entre les Etats.

L'organisation rédige beaucoup de documents à l'intention des représentants politiques, des organisations ou encore du grand public afin de mettre en lumière le danger que représentent les armes nucléaires. Elle justifie, à l'aide d'arguments médicaux, pourquoi les armes nucléaires doivent être considérées comme des armes non conventionnelles :

- Une explosion unique au-dessus d'une ville peut tuer en un instant des milliers de personnes et une partie minime de l'arsenal mondial pourraient en tuer des milliards.
- Les armes nucléaires détruisent toutes les infrastructures sociales qui permettraient aux pays de se reconstruire après un conflit. Une région touchée par une explosion nucléaire n'est plus que cendre ; plus d'écoles, d'hôpitaux, de routes, de commissariats, etc.
- Les explosions nucléaires ont des effets dévastateurs et persistants pour l'environnement, ce qui perturbe le climat de facto la production agricole.
- Les expositions radioactives provoquent des lésions irréversibles voire la mort.
- Même sans leur utilisation dans des conflits, les armes nucléaires ont des conséquences négatives sur la santé et sur l'environnement à cause notamment de

⁹ Source : <http://www.ippnw.org/>

l'extraction de l'uranium et de son raffinement. Les mineurs sont particulièrement touchés.

- La recherche et le développement nucléaire est estimé à 100 milliards de dollars par an. Cet argent pourrait être utilisé à des fins beaucoup plus pacifiste comme la réalisation des objectifs du « Millennium Development Goal¹⁰ ».

L'IPPNW justifie son engagement pour la cause abolitionniste en stipulant que les médecins furent les premiers témoins des conséquences médicales des victimes des bombardements nucléaires d'août 1945. De plus, les médecins ont étudié les effets des retombées radioactives dus aux essais nucléaires très nombreux des années 50 et 60. Ces derniers sont donc les mieux placés pour réaliser les dommages médicaux qu'une guerre nucléaire produirait. C'est d'ailleurs à cause de l'escalade des tensions entre l'URSS et les Etats-Unis, qui faisait craindre le déclenchement d'un conflit nucléaire, que l'IPPNW fut créée afin de prévenir représentants politiques et citoyens que les capacités médicales mondiales seraient insuffisantes pour traiter toutes les victimes d'un possible conflit nucléaire.

L'IPPNW est particulièrement connue pour avoir reçu en 1985, c'est-à-dire seulement cinq ans après sa création, le Prix Nobel de la Paix. Selon le comité Nobel, l'organisation a rendu un service considérable à l'humanité en répandant à travers le monde des informations pertinentes et en attirant l'attention sur les dangers liés aux conséquences d'une guerre nucléaire. Le comité a également souligné le fait que l'organisation fût fondée par deux scientifiques, un soviétique et un américain, symbolisant la coopération entre ces deux nations ennemies.

4.3 Mayors for Peace¹¹

Mayors for Peace, groupement de maires à travers le monde, est un programme lancé le 24 juin 1982 lors de la seconde session onusienne sur le désarmement par le maire d'Hiroshima de l'époque, Takeshi Araki, dans le but de promouvoir la solidarité des villes à travers le monde dans le chemin qui mène vers l'abolition des armes nucléaires. L'idée

¹⁰ Huit objectifs définis à la suite du sommet des Nations Unies en 2000

¹¹ Source : <http://www.mayorsforpeace.org/>

était de dépasser les frontières afin que les maires fassent pression tous ensemble. Le maire de Nagasaki se joindra rapidement à son homologue d'Hiroshima pour appeler les maires du monde entier à supporter le programme. Le programme fut enregistré comme ONG avec un statut d'observateur au Conseil Economique et Social de l'ONU en 1991 et compte à l'heure actuelle 7223 villes partenaires¹² dans 162 pays et régions à travers le monde.

Le programme milite pour l'abolitionnisme nucléaire en utilisant les villes d'Hiroshima et Nagasaki en porte drapeau. Ces deux villes, plus de 70 années après les bombardements, souffrent toujours des effets dévastateurs des radiations et de la douleur émotionnelle engendrée. Elles veulent nous rappeler à quel point il est important de prévenir, d'empêcher tout autre bombardement qui serait terrible pour la/les villes qui en seraient victime.

L'action de Mayors for Peace est définie par un plan d'action général dont les priorités sont :

- le développement de cours sur l'histoire d'Hiroshima et Nagasaki dans les villes et pays partenaires ;
- le développement d'un moyen pour les villes d'utiliser l'avis rendu par la Cour International de Justice sur l'abolition nucléaire ;
- la développement d'une meilleure relation entre les enfants et les supports électroniques ;
- la recherche d'un cadre protégeant les enfants de la guerre ;
- la construction de réseau à travers internet.

Cette action se traduit par des conférences générales, des lettres de protestation, des bulletins d'informations ainsi que des rapports destinés à la société civile et aux Etats.

¹² Le bourgmestre d'Ypres (Belgique) est actuellement l'un des vice-président de l'organisation

4.4 Greenpeace¹³

Greenpeace est aujourd'hui une organisation à l'échelle globale ayant pour objectif de changer les attitudes et les comportements, de protéger et de conserver l'environnement ainsi que de promouvoir la paix¹⁴. L'organisation est donc ainsi active dans de nombreux domaines et partout dans le monde. Initialement pourtant, lors de sa création en 1971, Greenpeace avait comme seul objectif de militer contre les essais nucléaires américains et ensuite des autres puissances nucléaires. Greenpeace se fera connaître lors de sa première « mission » du 15 septembre 1971 où un groupe d'activistes naviguera de Vancouver vers la zone américaine d'essais nucléaires située près de Amchitka en Alaska pour protester. Ils se feront arrêter par les gardes côtes américains mais le gouvernement finira par annuler la série d'essais prévue devant l'engouement médiatique et populaire sur l'épisode. L'organisation a depuis lors toujours été active dans la promotion de l'abolitionnisme nucléaire mais a également comme expliqué plus haut étendu ses domaines d'actions.

Les actions de Greenpeace se distinguent des autres organisations par leur caractère très offensif, les membres de l'organisation n'hésitent ainsi pas à s'en prendre directement aux installations et sites d'entreprises qui selon eux nuisent à l'environnement. Ils sont spécialistes des actions spectaculaires attirant l'attention sur eux et sur les idées qu'ils défendent. Dans le cadre de la lutte contre les essais nucléaires, il convient de rappeler la fameuse histoire du sabotage du Rainbow Warrior, chalutier de Greenpeace. Le 10 juillet 1985, alors que le bateau de l'organisation est amarré au port de Auckland en Nouvelle Zélande avant une mission destinée à perturber les essais nucléaires français à Mururoa dans le Pacifique, les services secrets français poseront deux bombes qui éventreront le bateau et qui malheureusement tueront Fernando Pereira, photographe de Greenpeace. L'affaire provoquera un tollé international obligeant la France à rendre des comptes et fera croître la popularité de l'organisation de manière considérable.

¹³ Source : <http://www.greenpeace.org/international/en/>

¹⁴ Greenpeace se distingue par son caractère parfaitement apolitique. L'organisation n'est financée que des donations privées.

La rhétorique de Greenpeace est tournée autour de la protection de l'environnement. Il justifie leur volonté d'abolition des armes nucléaires par les dégâts irréversibles qu'elles provoquent, que ce soit durant les essais nucléaires que lors de leur véritable utilisation.

4.5 Les zones exemptes d'armes nucléaires (ZEAN)

La société civile ne sera pas la seule à défendre un monde sans arme nucléaire durant la Guerre Froide. En effet, certains pays vont commencer à conclure des accords régionaux de dénucléarisation.

Le concept de ZEAN trouve son origine dans la résolution 2028 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée le 19 novembre 1965, dans laquelle l'article 2 stipule que « Aucune clause du traité ne devra porter atteinte au droit d'un groupe quelconque d'Etats de conclure des traités régionaux de façon à assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires respectifs »¹⁵. Le Traité de Non-Prolifération (TNP) ira dans le même sens quelques années plus tard en son article VII qui reprend mot pour mot l'article 2 de la résolution 2028 (Boussois, Wasinski, 2011).

Une ZEAN est ainsi « un accord régional qui interdit le développement, la fabrication, le stockage, l'acquisition, la possession et l'utilisation d'armes nucléaires à l'intérieur de la zone considérée »¹⁶. De plus, les parties prenantes à une ZEAN s'engagent à respecter les obligations du TNP, c'est-à-dire l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins strictement civiles, l'application du régime de vérification et le placement des installations nucléaires sous le contrôle de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA). La ZEAN se distingue du TNP par son interdiction de faire stationner des armes nucléaires sur le territoire des Etats parties contrairement au TNP qui interdit la possession d'armes nucléaire mais dont le terme « stationnement » est absent des articles I et II du TNP permettant ainsi à des ENDAN¹⁷ de faire stationner des armes nucléaires appartenant à des EDAN¹⁸ (Boussois, Wasinski, 2011). C'est la raison pour laquelle la Belgique, par

¹⁵ Résolution 2028 AG ONU art 2

¹⁶ Boussois, Wasinski, 2011, p75

¹⁷ Etats Ne Disposant Pas de l'Arme Nucléaire

¹⁸ Etats Disposant de l'Arme Nucléaire

exemple, possède sur son territoire des armes nucléaires sans enfreindre pour autant les dispositions du TNP (cela fait cependant débat).

Le traité de Tlatelolco, signé en 1967, créant une zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine et aux Caraïbes constituera la première ZEAN. En 1985, le traité de Rarotonga créera la seconde ZEAN en Océanie et dans le Pacifique sud. Il est également important de signaler d'autres lieux, sur ou en dehors de la planète dont la présence d'armes nucléaires est interdite. En Antarctique tout d'abord, où le traité du même nom interdira toute présence d'armes et donc d'armes nucléaires sur le continent à partir de 1959. Dans l'espace extra-atmosphérique ensuite avec la signature d'un traité en 1967 qui interdit les Etats parties à mettre en orbites des engins contenant des armes nucléaires et enfin la Lune dont un traité signé en 1984 stipule que le satellite ne peut être utilisé qu'à des fins pacifistes (Boussois, Wasinski, 2011).

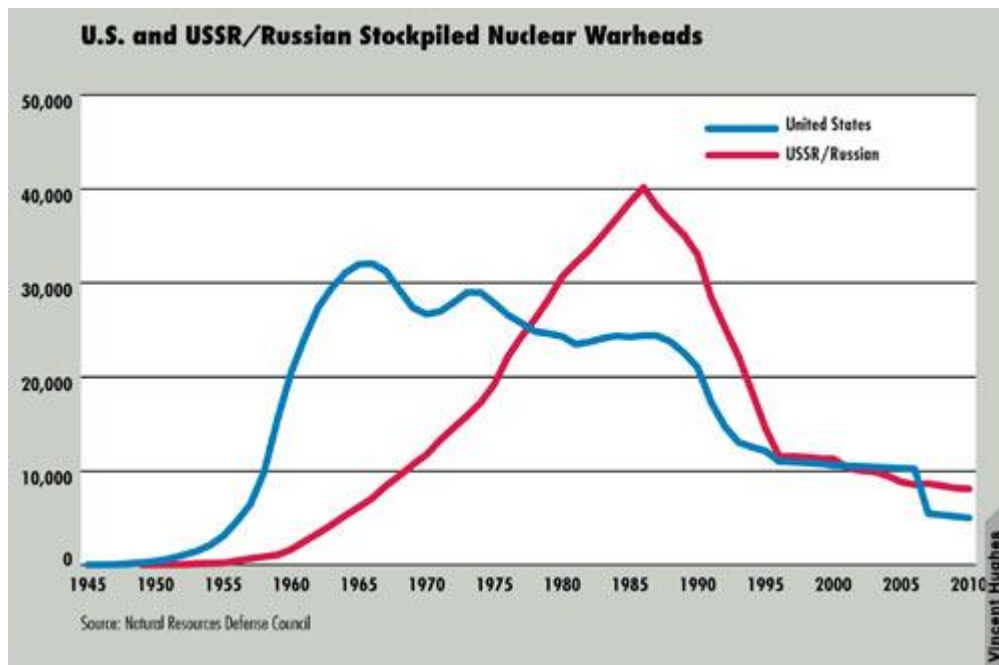
5. Guerre Froide, dilemme de sécurité et course à l'armement

L'Union soviétique n'a pas attendu le double bombardement américain pour développer son propre programme nucléaire. En effet, le projet Manhattan était surveillé par un espion russe, Klaus Fuchs, qui transmettra ainsi des informations à l'URSS pendant plusieurs années. Néanmoins, lorsque Truman annonça à Staline lors de la conférence de Postdam que les Américains avaient effectué leur premier test nucléaire le 16 juillet 1945, Staline ordonna au chef du programme nucléaire soviétique « d'accélérer le travail » (Nau, 2015). C'est ainsi qu'en 1949, l'Union soviétique testera sa première bombe nucléaire. Cet événement marque un tournant dans l'ère nucléaire car il fait entrer les deux superpuissances de l'époque dans une course à l'armement.

5.1 Le dilemme de sécurité

Avant de développer le concept de course à l'armement, il est important de s'attarder sur un autre concept très connu dans le domaine des relations internationales et qui fait parfaitement référence au contexte post Seconde Guerre Mondiale entre l'Union soviétique et les Etats-Unis : Le dilemme de sécurité. Ce concept désigne la situation où un Etat A, décide d'augmenter ses capacités militaires pour assurer sa sécurité plaçant un

Etat B face à un dilemme : Considérer l'augmentation des capacités militaires de l'Etat A comme une action défensive et ne prendre aucune mesure, ou percevoir cela comme une menace à sa propre sécurité et décider à son tour d'augmenter ses capacités militaires. L'Union soviétique s'est retrouvée exactement face à ce dilemme. Lorsque les espions soviétiques ont rapporté à Staline que les Etats-Unis développaient un programme nucléaire, le chef d'Etat s'est retrouvé face à deux options : ne rien faire en ne considérant pas le programme nucléaire américain comme une menace à sa sécurité, ou développer son propre programme pour pallier le sentiment d'insécurité généré par le programme américain. C'est ainsi que petit à petit, les deux pays entreront dans une course à l'armement nucléaire qui manquera de se transformer en troisième guerre mondiale lors de la crise des missiles de Cuba. Il est important néanmoins de noter qu'un dilemme de sécurité ne mène pas forcément à une course à l'armement même si cela a été le cas pour l'Union soviétique et les Etats-Unis durant la Guerre Froide. Si l'on regarde le graphique ci-dessous, il est plus facile de se rendre compte de la portée de la course à l'armement. En quelques années, les Etats-Unis et l'URSS possédaient chacun des dizaines de milliers d'ogives nucléaires.



(Publications.america.gov)

6. La dissuasion nucléaire

6.1 Le concept

L'arme nucléaire n'a jamais vraiment été remise en question durant la Guerre Froide, et ce malgré une course à l'armement marquée par de nombreuses crises ayant menacé la sécurité internationale. La raison principale, invoquée par la plupart des Etats nucléaires mais aussi partagée par de nombreux autres Etats, était que la dissuasion nucléaire était le seul rempart à une potentielle troisième guerre mondiale.

Le concept de dissuasion est la menace de l'utilisation de la force dans le but d'arrêter une attaque avant qu'elle ne débute. Elle s'oppose ainsi à la défense qui est l'utilisation de la force dans le but d'arrêter une attaque après qu'elle ait débuté (Nau 2015). La dissuasion s'appuie sur un autre concept qui est celui de la menace de représailles. Le concept de menace de représailles cherche à prévenir toute attaque en menaçant les autres pays de représailles très violentes. La dissuasion n'est donc efficace que si les adversaires de l'Etat sont convaincus qu'il a véritablement l'intention de se lancer dans des représailles, mais aussi qu'il a les capacités pour le faire. Pour résumer, afin que la dissuasion fonctionne, un Etat a besoin, (1) de réelles capacités militaires, (2) de convaincre les autres Etats qu'il est sérieux dans sa menace et (3) de communiquer sous quelles conditions l'Etat lancerait des représailles (Collins 2016). Ces trois conditions étaient parfaitement réunies durant la Guerre Froide. Les Etats-Unis ont montré, avec les deux bombardements de Hiroshima et Nagasaki, qu'ils avaient les moyens et l'intention d'utiliser la bombe nucléaire. Quant à la troisième condition, les Américains ont également montré, par leurs bombardements, qu'une attaque directe perpétrée par un Etat était motif de représailles nucléaires.

Le concept de dissuasion nucléaire n'était pas seulement destiné à défendre le territoire des Etats-Unis. En effet, avec la création de l'OTAN en 1949, les pays membres de l'Alliance se sont retrouvés de facto sous le parapluie nucléaire américain, illustré par l'article 5 de la charte de l'OTAN :

Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée

contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord.

Le principe de la défense collective, illustre un autre aspect de la dissuasion qui est la dissuasion étendue, c'est-à-dire la stratégie où un Etat utilise l'arme nucléaire pour dissuader une attaque sur le territoire d'un pays allié (Nau 2015). Et cette dissuasion étendue était aussi appliquée aux alliés de l'Union soviétique, membres du Pacte de Varsovie via l'article 4 de la Charte :

In the event of armed attack in Europe on one or more of the Parties to the Treaty by any state or group of states, each of the Parties to the Treaty, in the exercise of its right to individual or collective self-defence in accordance with Article 51 of the Charter of the United Nations Organization, shall immediately, either individually or in agreement with other Parties to the Treaty, come to the assistance of the state or states attacked with all such means as it deems necessary, including armed force. The Parties to the Treaty shall immediately consult concerning the necessary measures to be taken by them jointly in order to restore and maintain international peace and security.

L'Alliance Atlantique et le Pacte de Varsovie illustrent bien la division de l'Europe durant la Guerre Froide. La dissuasion n'était pas seulement dédiée à protéger les deux superpuissances mais bien à protéger également les alliés qu'ils soient d'un côté ou de l'autre du Rideau de Fer.

La stratégie de dissuasion a également évolué tout au long de la Guerre Froide. Durant les premières années, les Soviétiques étaient incapables d'attaquer directement les Etats-Unis. Ces derniers se reposaient donc sur une stratégie de représailles massives, c'est-à-dire la menace d'une attaque nucléaire en cas d'attaque soviétique à l'encontre de l'Europe (Nau 2015). A partir de 1957, l'Union soviétique fut capable d'envoyer, via des missiles intercontinentaux, une bombe nucléaire directement sur le territoire américain. Les Etats-Unis ont alors adopté une stratégie de réponse flexible, limitant les représailles, selon les

menaces, à des réponses conventionnelles pour éviter de basculer trop rapidement dans une guerre nucléaire. Finalement, lorsque l'Union soviétique fût dotée de capacités équivalentes à celles des Etats-Unis, le système de dissuasion fût basé sur la Destruction Mutuelle Assurée (DMA) où aucun des deux Etats ne se risquerait à une escalade dans le conflit, au risque d'une complète annihilation.

6.2 Le dilemme du prisonnier

La dissuasion nucléaire peut être analysé sous l'angle d'un autre concept qui n'est autre que le dilemme du prisonnier.

Dans un monde sans arme nucléaire, le dilemme se traduirait par le tableau suivant¹⁹:

		USA	
		Paix	Conflit
URSS	Paix	(3,3)	(-1,5)
	Conflit	(5,-1)	(0,0)

Les Etats-Unis et l'Union soviétique serait plus enclin à entrer en conflit. En effet, si on prend le cas de l'URSS, l'Etat a deux choix. Soit adopter une posture agressive (qui correspond à un gain de 5 ou 0 dans le tableau), soit rester dans une situation pacifique (qui correspond à un gain de 3 ou une perte de 1). Ne connaissant pas le choix des Etats-Unis, le pays ne se risquera pas à adopter un certain pacifisme car il risquerait de tout perdre si les Etats-Unis choisissaient d'entrer en conflit (situation où l'URSS subit une perte de 1 alors que les Etats-Unis feraient un gain de 5). L'Union soviétique choisira donc de garder une position agressive. La même logique peut être appliquée aux Etats-Unis. Le monde se trouve ainsi dans une situation où, même si la paix serait la meilleure solution pour les deux Etats, le conflit est préféré dû à l'incertitude du comportement de l'autre. Le monde reste ainsi très instable et conflictuel.

¹⁹ Les chiffres contenus dans le tableau sont illustratifs du gain ou de la perte en fonction du choix posé

Analysons maintenant l'impact de l'apparition de l'arme nucléaire²⁰ :

		USA	
		Paix	Conflit
URSS	Paix	(3,3)	(-1,5)
	Conflit	(5,-1)	Destruction Mutuelle Assurée

L'arme nucléaire élève le coût d'un potentiel conflit entre les deux superpuissances (qui passe de (0,0) à la DMA). La Destruction Mutuelle Assurée rend un conflit unimaginable puisqu'il signifierait simplement la destruction des deux Etats. L'URSS et les Etats-Unis sont donc incités à tendre vers une relation pacifique.

7. Désarmement, contrôle et non-prolifération nucléaire

7.1 Contrôle et désarmement nucléaire

Dès les années 50, l'idée de négociations sur des éventuels désarmements dans le chef des deux superpuissances est très vite apparue. Cependant, les deux Etats se sont également rapidement rendus compte de la difficulté que posaient de telles négociations due notamment au manque de confiance entre les deux pays qui traduit par une escalade dans la course à l'armement. Pour citer John J. McCloy qui fut le conseiller au désarmement du président Kennedy : *"For over eight months now I have been struggling with this matter of disarmament, and I am prepared to say that I have never faced as complicated, as difficult, or as challenging a problem in or out of business, in or out of war, in or out of the law as this one."* La Conférence des 18 Puissances sur le Désarmement qui s'est tenue à Genève en mars 1962 illustre bien la difficulté que soulève la question du désarmement et le peu d'avancée dans ce domaine depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Les Américains sont arrivés à la conférence avec la volonté de trouver un accord sur un plan menant à l'abolition complète des armes nucléaires. Cependant, si ce n'était pas possible, ils tenteraient de trouver un terrain d'entente sur le sujet le plus large possible ainsi que sur n'importe quelle mesure pouvant contribuer à la sécurité commune des nations (Matteson, 1962). Au début de la conférence, il était assez difficile de

²⁰ ibidem

connaître le point de vue des Soviétiques par rapport à l'approche américaine mais très vite, quatre points de discordance ont été mis en lumière (Matteson, 1962).

Le premier sujet de désaccord se trouvait au niveau de la vérification d'un potentiel désarmement ; l'URSS se refusait à toute vérification extérieure de son arsenal et de ses troupes. Le deuxième point de friction se situait au niveau du renforcement des arrangements en matière de maintien de la paix. Les Etats-Unis étaient persuadés, à l'inverse des Soviétiques, que la création d'un monde pacifique ne pouvait se faire uniquement par le désarmement mais également par plus de coopération en matière de maintien de la paix. Troisièmement, les deux pays ne s'accordaient pas sur la mise en œuvre d'un possible plan de désarmement, l'URSS voulant définir les différentes étapes par année, alors que les Etats-Unis ne voulaient pas être contraints par une limite de temps car seul comptait la réalisation effective des différentes étapes du plan. Les Etats-Unis craignaient que les Soviétiques passent par exemple à l'étape 2 du plan sans avoir réellement appliqué l'étape 1. Pour finir, les deux superpuissances ne s'accordaient pas sur l'ordre des différentes étapes du désarmement ainsi que sur le matériel à désarmer. L'ensemble de ces désaccords a ainsi rendu impossibles les avancées de la conférence en matière de désarmement (Matteson, 1962).

Un événement va pourtant changer les attitudes des deux pays sur la question du désarmement et sur l'importance de la communication : la crise des missiles de Cuba de 1962. Tout débuta avec la décision de Krushchev en mai 1962 de déployer des batteries de missiles à Cuba, pouvant ainsi directement viser toutes les villes américaines à l'exception de Seattle, située à l'extrême nord-ouest (Nau, 2015). Lorsque les Etats-Unis l'apprendront, Kennedy ordonnera un blocus naval autour de l'île à l'encontre des navires soviétiques et demandera le retrait des missiles de Cuba. La situation s'envenimera avec l'épisode d'un avion de reconnaissance américain abattu sans l'autorisation de Moscou le 27 octobre 1962, qui placera ainsi le monde à deux doigts d'une guerre nucléaire. Les deux nations finiront heureusement par trouver un accord le 28 octobre qui prévoyait le retrait des missiles de Cuba en échange du retrait des missiles américains en Turquie et de la promesse de ne jamais envahir Cuba.

Cet événement qui a failli causer une guerre nucléaire a ouvert les yeux des deux camps sur la nécessité de coopérer sur la question nucléaire. Du côté américain, la crise des missiles a souligné le fait que le monde ne pouvait plus vivre dans ce contexte de paix inquiétante régit par, pour citer Winston Churchill, un « *équilibre de terreur* » (Matteson, 1962). Il était ainsi urgent pour les Etats-Unis de faire des avancées dans les domaines de contrôles des armes nucléaires, du renforcement des arrangements internationaux de maintien de la paix et de désarmement (Matteson, 1962). Du côté soviétique, la voie la plus rapide et la plus sûre vers la paix passe par le désarmement (Karpov, 1962). Ils précisent cependant en distinguant désarmement et contrôle des armes nucléaires. Selon l'URSS, un contrôle sur les armes nucléaires suppose de posséder des armes et est donc en contradiction avec l'idée d'abolition des armes nucléaires. Le contrôle des armes ne peut être un substitut à l'abolition (Karpov, 1962).

7.1.1 SALT I

Il faut cependant attendre les années 70 pour voir les premiers réels progrès en termes de contrôle des armes nucléaires. Les Strategic Arms Limitation Talks (SALT), fruits de cinq années de négociations bilatérales, sont des accords signés à Moscou le 26 mai 1972 entre les Etats-Unis et l'URSS limitant le nombre de missiles balistiques stratégiques que pouvaient déployer les deux Etats. SALT I contenait quatre accords différents : l'Interim Agreement on Limitation of Strategic Offensive Systems, the Accident Measures Agreement, the revised Hot Line Agreement et le traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques (ABM). Les objectifs de ces accords étaient, selon un haut représentant du département américain de la défense, Paul Nitze, au nombre de trois (Lodgaard, 1977).

Le premier objectif était d'arriver à un certain équilibre au niveau des forces stratégiques entre les deux puissances, le deuxième objectif était la mise en place de certaines restrictions afin de faciliter la résolution des crises et le troisième était la mise en place d'un point de départ vers une diminution de la course à l'armement. Il est cependant intéressant de savoir qu'en réalité, le troisième objectif était de moindre importance. Le contrôle des armes était destiné à réduire les possibilités de guerre mais pas forcément en gelant ou diminuant les arsenaux mais en donnant une direction au futur équilibre de la course à l'armement (Lodgaard, 1977). Le graphique qui montre l'évolution du nombre

d'ogives nucléaires détenus par les Etats-Unis et l'URSS (cfr p.23) montre d'ailleurs que l'arsenal soviétique continuera à augmenter malgré les accords de SALT I. L'auteur Sverre Lodgaard va même plus loin en disant que SALT I a favorisé dans un certain sens le renforcement des arsenaux. Selon lui, afin d'améliorer son pouvoir de négociation, l'un est facilement tenté de créer de nouveaux programmes militaires, de nouvelles technologies qui dans une logique de course à l'armement, provoquera l'acquisition par l'autre partie des mêmes programmes ou des mêmes technologies. De plus, comme n'importe quel accord international, SALT I était également sujet à des négociations au niveau national qui elles aussi tendaient vers une augmentation des arsenaux. Les assurances demandées par le chef d'état-major en échange de son approbation sont un parfait exemple (Lodgaard, 1977). Le chef des armées avait en effet demandé le maintien d'une série de programmes liés à l'intelligence, la modernisation des arsenaux offensifs ainsi que le maintien des programmes de recherche et développement afin de garder une supériorité technologique. SALT I a en quelque sorte modifié la course à l'armement, passant d'une course quantitative à une course qualitative (Lodgaard, 1977).

7.1.2 SALT II

SALT II consiste en un accord sur la limitation des armes stratégiques signé à Vienne le 18 juin 1979 après deux ans de négociations. Malgré qu'il n'ait jamais été ratifié, les dispositions de l'accord seront respectées autant par l'URSS que par les Etats-Unis. L'accord comprenait une série de mesures destinée à limiter certains types d'armes et divisaient ces armes en différentes catégories. Il y avait ainsi la première catégorie, englobant les missiles balistiques pouvant être transportés par des navires, ceux pouvant être placés sur ou sous la surface de l'eau et ceux pouvant atteindre la stratosphère. La première catégorie ne pouvait être soumise à aucun développement, essai ou déploiement (article IV). La deuxième catégorie d'armes était soumise à des plafonds. Les missiles intercontinentaux, les missiles mer-sol balistiques ainsi que les bombardiers lourds étaient par exemple limités à 2250. Les mirvages (missiles à plusieurs ogives indépendantes) étaient quant à eux limités au nombre de 1320. L'accord a ainsi permis la destruction d'une partie des arsenaux soviétiques et américains (Freedman, 1979). Contrairement à SALT I, on assiste ici à une véritable diminution des arsenaux des deux superpuissances même si SALT II n'aura pas de conséquences majeures sur la structure des armements

des deux Nations car enfermant simplement la course à l'armement « *entre des murs et plafonds spacieux* »²¹. Il faut cependant relativiser car ce deuxième accord reflète encore une fois une volonté de contrôle des armes et non pas une volonté d'un réel désarmement.

En matière de contrôle des armes, SALT II sera considéré comme un succès malgré quelques critiques dont notamment le fait que l'accord bloquerait les Etats-Unis dans une position d'infériorité stratégique ou que ces derniers étaient dans l'incapacité de vérifier si les Soviétiques respectaient l'accord.

7.1.3 L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)

L'AIEA trouve son origine dans le discours du président américain Eisenhower, intitulé « *Atoms for peace* », prononcé à la barre de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans lequel le président lance l'idée de création d'une agence internationale de l'énergie atomique. Le statut de l'Agence sera approuvé en 1956 par 81 Etats signataires et l'AIEA entrera officiellement en fonction le 29 juillet 1957 avec pour fonction le contrôle de la sécurité et de la protection des personnes ainsi que des transferts de technologies nucléaires. Avec la ratification du TNP, les compétences de l'Agence seront étendues à la vérification de la bonne application du traité et disposera alors des compétences suivantes :

- inspections des installations existantes pour s'assurer de leur usage pacifique ;
- informations et publications de standards pour la stabilité et la sûreté des installations nucléaires ;
- liens pour la recherche d'applications et utilisations pacifiques des activités nucléaires.

L'AIEA devient alors le symbole d'un grand pas en avant en termes de contrôle de la technologie nucléaire à travers le monde. C'est la première fois dans l'histoire du nucléaire que des pays acceptent que leur technologie soit soumise à des contrôles externes.

²¹ FREEDMAN L, "Salt II and the Strategic Balance", *The World Today*, 1979, Vol XXXV, n°8, p 323.

7.1.4 Non-prolifération nucléaire

A partir des années 50, l'ONU commence à s'inquiéter d'une possible prolifération des armes nucléaires à travers le monde. Les Etats-Unis ainsi que l'Union soviétique proposeront alors un traité destiné à garantir la non-prolifération de telles armes. Le Traité de Non-Prolifération (TNP) sera ainsi signé le 1^{er} juillet 1968 et entrera en vigueur le 5 mars 1970. Le traité est à l'heure actuelle l'un de ceux qui regroupe le plus de pays. Seuls le Pakistan, l'Inde, Israël, et la Corée du Nord ne sont pas partie au traité, les trois premiers n'ayant jamais signé le TNP et la Corée du Nord étant sortie du traité en 2003.

Le traité repose sur la distinction entre les Etats dotés de l'arme nucléaire (EDAN) et ceux non dotés de l'arme nucléaire (ENDAN). Sont considérés comme des EDAN, tous les Etats ayant fait exploser une arme nucléaire avant le premier janvier 1967 c'est-à-dire les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, les Etats-Unis, l'URSS, le Royaume Uni, la Chine et la France. A la signature du traité, les EDAN s'engagent à ne pas aider un quelconque pays à acquérir des armes nucléaires et les ENDAN s'engagent à ne pas en fabriquer ou à ne pas essayer de s'en procurer.

Comme l'indique son article IV, le TNP était aussi destiné à promouvoir l'échange d'informations et de technologies liées au nucléaire à des fins pacifiques. Il est ainsi possible de lire :

« Toutes les Parties au Traité s'engagent à faciliter un échange aussi large que possible d'équipement, de matières et de renseignements scientifiques et technologiques, en vue des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et ont le droit d'y participer. »²²

C'est d'ailleurs cet article qui a permis la signature d'autant de pays. En contrepartie du renoncement à toute volonté de développement d'un programme nucléaire militaire, les Etats se voyaient fournir des technologies et informations afin de développer un programme nucléaire civil.

²² TNP, art IV (2)

7.1.5 *Crise des euromissiles et traité de Washington*

Les relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique se refroidiront cependant à partir de 1977 avec la décision soviétique de déployer de nouveaux missiles à moyenne portée (SS 20), dont la précision, la portée et la mobilité accroîtront considérablement les capacités de l'URSS à toucher l'entièreté de l'Europe. De nouveaux bombardiers (Backfire) furent également développés, ce qui provoqua d'autant plus d'inquiétudes au sein de l'OTAN. L'Alliance ne tarda pas à réagir et déploya au printemps 1979 des missiles Pershing et Cruise en Europe. Ces déploiements successifs soudains de part et d'autre du rideau de fer plongèrent les deux superpuissances dans une crise diplomatique où les deux blocs se faisaient face avec une puissance de feu inédite sur le continent européen.

Cependant, tout comme la crise des missiles de Cuba déboucha à terme sur les traités SALT, la crise des euro missiles trouvera une issue dans la conclusion du traité de Washington (Traité entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à courte portée), premier traité de désarmement entre les Etats-Unis et l'URSS. Le traité fut signé le 8 décembre 1987 après des années de négociations et contient l'obligation de détruire complètement les missiles de type LRINF et SRINF (Long/Short Range Intermediate Nuclear Force). Ce traité est une première tout d'abord, comme déjà expliqué, parce qu'il représente le premier traité de désarmement, mais aussi parce que ce désarmement se fera de manière asymétrique (Absil 1990). L'URSS avouera, en effet, posséder une quantité plus importante de missiles visés par l'interdiction et acceptera donc de détruire 1752 missiles alors que les Etats-Unis n'en détruiront que 859. De plus, le traité de Washington comprendra un système de vérification très poussé avec notamment des contrôles sur place, chose inédite pour un domaine aussi crucial que la défense (Absil 1990). Ce traité est ainsi une grande avancée dans le domaine du désarmement à bien des égards.

8. Situation à la fin de la Guerre Froide

A la fin de la Guerre Froide, l'opinion générale à l'encontre des armes nucléaires a finalement très peu changé depuis les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki ou

même depuis le projet Manhattan. Il est ainsi assez intéressant de comparer les mouvements d'opposition et d'alerte des scientifiques qui ont travaillé sur le projet Manhattan avec les mouvements qui ont milité tout au long de la Guerre Froide. Ils se sont heurtés aux mêmes obstacles et n'ont pas réussi à changer les choses. Cela met en lumière le monde qui sépare les militants, horrifiés par les capacités destructrices de la bombe nucléaire, qui veulent, au nom d'un certain code éthique et humaniste, l'abolition nucléaire, et les gouvernements des pays nucléaires, dirigés par une vision, très realpolitik.

Une cause probable du manque d'écoute des revendications des mouvements abolitionnistes est le manque de soutien des populations empêchant toute réelle mise à l'agenda politique. Comme expliqué plus haut, la population américaine était globalement en accord avec les bombardements américains sur le Japon dû au ressentiment de la population envers la nation qui avait attaqué Pearl Harbor. Ensuite, il semblerait que la menace nucléaire n'ait pas été perçue par les populations des pays possédant l'arme nucléaire comme un problème de premier ordre. Ces dernières étaient plus préoccupées par les dangers et la sécurité liés au nucléaire civil et les nombreuses constructions de centrales nucléaires que par rapport au potentiel destructeur de la bombe nucléaire. Plus le temps passait sans une nouvelle utilisation d'une bombe, plus l'idée de la possibilité que cela arrive s'éloignait (Lodgaard, 1977). Les gens se reconfortaient dans l'idée que de nombreuses guerres s'étaient déroulées durant la Guerre Froide et qu'aucune n'avait nécessité l'utilisation de l'arme nucléaire.

C'est donc bien la théorie de la dissuasion nucléaire qui prévalait chez la majorité de la population. Plus le temps passait, plus la théorie se confirmait et l'arme nucléaire est petit à petit devenue aux yeux de tous la raison principale pour laquelle les Etats-Unis et l'URSS ne sont pas entrés en guerre. C'est face à ce constat que les associations anti-nucléaires se sont heurtées. Leur raisonnement éthique, moral s'est heurté à un raisonnement pragmatique : « Oui la bombe nucléaire est dévastatrice mais elle ne sera jamais utilisée car sa fonction est uniquement dissuasive ».

Une fois les accords de désarmement signés durant la Guerre froide analysés d'un peu plus près, il est facile de constater que leurs buts n'étaient pas de converger vers un désarmement mondial mais bien de permettre de garder un équilibre des forces entre les

deux superpuissances et de garantir la dissuasion (Lodgaard, 1977). Selon Lodgaard, les accords de désarmement comme SALT ont même servi à légitimer la course à l'armement. Cette légitimité provient de la permission implicite ou explicite exprimée dans les textes de se réarmer. En attirant l'attention des populations sur des plafonds en termes de nombres d'armes, insignifiants pour un réel désarmement, tout en encourageant sur le côté le développement technologique de ces dernières, les populations ont été trompées (Lodgaard, 1977).

En conclusion, la Guerre Froide fut caractérisée par un monopole de la théorie de la dissuasion nucléaire qui n'aura finalement jamais été remise en cause. En effet, aucun conflit nucléaire n'éclatera dans le monde. Les mouvements abolitionnistes ne réussiront jamais à se faire entendre à grande échelle dû à leurs justifications uniquement éthiques, ne prônant l'abolition nucléaire que pour des raisons morales et ne s'attaquant pas aux théories défendues par les Etats nucléaires. De plus, les populations furent dans un certain sens instrumentalisées par les traités de désarmement, leur faisant miroiter des plafonds à ne pas dépasser alors que le texte renforçait au final la course à l'armement. Dans ce contexte-là, l'arme nucléaire et la course à l'armement avaient encore de beaux jours devant elles.

Partie II : De la chute du mur à aujourd'hui

1. Le contexte mondial change avec la fin de la Guerre Froide

C'est en décembre 1989, peu de temps après la chute du mur de Berlin que sera proclamée la fin de la Guerre Froide à la suite du Sommet de Malte réunissant Mikhaïl Gorbatchev et G.H.W. Bush. Le démantèlement de l'Union soviétique suivra rapidement avec les proclamations d'indépendance des onze ex-républiques socialistes soviétiques.

La fin de la Guerre Froide marque un tournant au niveau de la légitimité des armes nucléaires à travers de nombreux aspects. Premièrement, cette légitimité provenait en grande partie du fait que l'arme nucléaire était considérée comme un rempart à une troisième guerre mondiale grâce à la dissuasion nucléaire. Mais dès lors que la Guerre Froide fut terminée et l'URSS démantelée, l'utilité de l'arme nucléaire s'en est trouvée questionnée. Deuxièmement, avec le démantèlement de l'URSS on assista à une prolifération des armes nucléaires à travers les anciens Etats satellites, encore très instables et donc source d'inquiétudes d'un point de vue sécuritaire. Pour finir, le développement du terrorisme se posera en véritable menace à la sécurité nucléaire.

Ce contexte nouveau engendra la création de nouveaux mouvements abolitionnistes, à portée beaucoup plus internationale que les mouvements pour la plupart nationaux créés durant la Guerre Froide. Tous ces éléments firent également que les mouvements abolitionnistes commencèrent à changer leur angle d'attaque, ne s'attardant plus uniquement sur le potentiel destructeur de l'arme nucléaire mais bien sur le contexte différent qui plongea selon eux le monde dans l'incertitude.

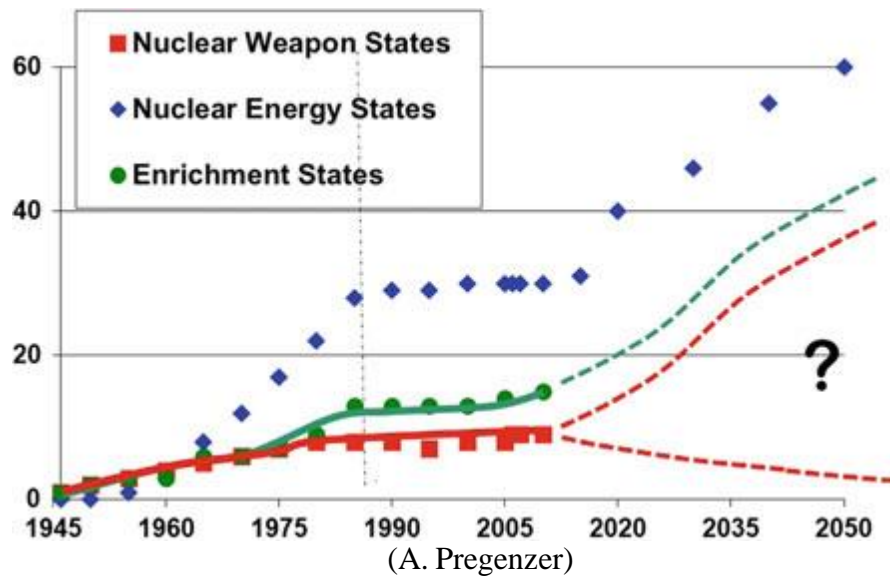
Les mouvements abolitionnistes connaîtront également un rayonnement jamais connu auparavant avec une influence certaine de ces derniers sur la sphère politique. Le débat sur l'abolition nucléaire quittera progressivement la société civile pour contaminer le débat politique avec par exemple des arguments humanitaires développés au départ par des mouvements abolitionnistes et repris par après par des Etats non nucléaires lors de la dernière conférence du TNP.

1.1 Prolifération nucléaire

La prolifération nucléaire n'a pas commencé suite à la fin de la Guerre Froide. En effet, de nombreux pays s'étaient déjà, soit dotés de l'arme nucléaire, soit étaient en train de développer des programmes pour en posséder. Il est d'ailleurs intéressant de souligner le fait qu'au cours de l'histoire, la raison principale ayant incité les Etats à se procurer la technologie militaire nucléaire était plutôt le manque de confiance envers un voisin plutôt que la peur d'une superpuissance éloignée (Hafemeister, 2016). Pour preuve les « couples » USA/URSS, URSS/Chine, Chine/Inde, Inde/Pakistan, Corée du Nord/Corée du Sud, ... Cependant, la période post-guerre ne sera pas marquée comme certains l'espéraient par un arrêt de la prolifération mais bien par la continuation du phénomène, qui plus est dans des pays nouvellement créés ou catégorisés comme « Etats voyous » par certains pays occidentaux et étant donc source d'inquiétudes.

- A la suite de la chute de l'Union soviétique, les anciennes républiques de Biélorussie, du Kazakhstan et d'Ukraine récupérèrent le contrôle de leur territoire et devinrent *de facto* des Etats nucléarisés. Ces derniers finiront cependant à partir de 1994 par rendre leurs armes à la Russie après un accord.
- Le Pakistan est considéré comme détenteur de l'arme nucléaire depuis 1990. Comme expliqué plus haut, c'est suite au déclenchement du programme nucléaire indien que le pays se lança à son tour dans le développement de l'arme atomique. Le Pakistan pose à l'heure actuelle de réelles questions en termes de sécurité et de protection (cfr partie dédiée au terrorisme).
- La Corée du Nord possède, selon les spécialistes, la bombe atomique depuis 2005. Elle aurait été aidée par le Pakistan dans son programme nucléaire. Avec ce pays se pose la question de la dangerosité de la possession de telles armes dans les mains d'un dictateur connu pour menacer ses voisins d'attaques nucléaires et continuant de développer son programme malgré les sanctions internationales.

Les mouvements abolitionnistes critiquent à quel point la prolifération nucléaire continue d'être une réalité malgré le TNP (dont pour rappel la Corée du Nord est sortie en 2003 et dont l'Inde, le Pakistan et Israël ne sont pas signataires). Le graphique ci-contre montre l'évolution des Etats nucléaires et le relatif inconnu qui plane sur le futur.



1.2 Développement du terrorisme

Le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau mais il a pris une ampleur sans précédent ces dernières années avec notamment le développement du groupe Etat islamique perpétrant des attaques à travers le monde entier. Dû à la prolifération nucléaire, la possibilité qu'un groupe terroriste entrant en possession d'une arme nucléaire n'est à l'heure actuelle plus à exclure, faisant craindre pour la sécurité des citoyens du monde. Le sujet est devenu l'un des grands arguments des mouvements abolitionnistes actuels pour défendre la disparition totale des armes nucléaires.

Différents scénarios pourraient permettre l'acquisition d'engins nucléaires par un groupe terroriste (Hafemeister, 2016) :

- Le vol d'armes nucléaire : ce scénario est particulièrement redouté au Pakistan où l'instabilité du pays et la forte présence de groupes terroristes pourraient faire craindre la capture d'engins nucléaires. En 2015, l'Etat islamique avait publié

dans sa revue de propagande *Dabiq* un article intitulé « La tempête parfaite » et dans lequel on pouvait y lire :

« Laissez-moi évoquer une opération hypothétique. L'Etat islamique a des milliards de dollars en caisses, et il contacte sa wilāyah [filiale, ndlr] au Pakistan pour acquérir une arme nucléaire via des revendeurs liés à des dirigeants corrompus de la région. [...] Ce scénario synthétise toutes les craintes des services de renseignement occidentaux et il est infiniment plus réalisable aujourd'hui qu'il ne l'était il y a seulement un an »

Il est important de noter que beaucoup d'experts considèrent ce scénario comme peu probable.

- La fabrication d'engins improvisés (Improvised Nuclear Device (IND)) à partir de pièces d'engins nucléaires volés.
- La fabrication de « dirty bombs » c'est-à-dire des bombes construites à partir de matériaux non fissiles. Ces bombes sont assez faciles à fabriquer mais également facile à détecter dû à leurs émissions radioactives.

En 2006, Mathieu Bunn développa un modèle estimant la probabilité d'une attaque à l'aide d'un IND durant la prochaine décennie (c'est-à-dire jusqu'en 2016). Bunn estima à 29% les chances qu'un tel événement ait lieu et estima le coût d'une telle attaque à 4 milliards \$ (Hafemeister, 2016). De plus, Bunn conclut son étude en disant *“The uncertainties in estimating the risk of nuclear terrorism are large. But the very uncertainty of the danger highlights what we do not know—including the possibility that a major nuclear theft could be in the planning stages at any time”*.

Certes, la probabilité d'une attaque est assez faible mais le terrorisme nucléaire reste un argument de poids pour les mouvements abolitionnistes qui soulignent le fait qu'on ne peut prendre le moindre risque vu les dégâts immenses que cela occasionnerait.

1.3 Vers une redéfinition du concept de dissuasion

Devant les critiques grandissantes à l'égard des armes nucléaires et particulièrement à l'encontre de la théorie de la dissuasion nucléaire considérée, par certains comme obsolète depuis la fin de la Guerre Froide, certains auteurs comme Thérèse Delpech vont prôner

une redéfinition du concept de dissuasion en se basant sur un principe simple : « Tant que seront disséminées à la surface du globe, même en petit nombre, des armes nucléaires, la dissuasion demeurera la doctrine la plus sûre pour y faire face »²³ . C'est ainsi que T. Delpech caractérise l'après-Guerre Froide comme le deuxième âge nucléaire, définit par la présence persistante des armes nucléaires et par l'arrivée de nouveaux Etats nucléaires. Un « monde multipolaire » dans lequel il est indispensable d'instaurer un nouvel ordre des choses et dans lequel la dissuasion nucléaire se doit d'être repensée pour trois raisons (Delpech, 2013). Premièrement parce que le monde à l'heure actuelle est plus proche d'un conflit nucléaire qu'il ne l'était pendant la Guerre Froide (prolifération, acteurs non rationnels, terrorisme, etc ...) et qu'il faut donc être prêt à toutes les éventualités. Deuxièmement, comme expliqué plus haut, tant qu'il y aura des armes nucléaires sur terre, la dissuasion restera le meilleur moyen d'éviter toute attaque. Enfin, la politique défendue actuellement par les Etats occidentaux est celle d'une réduction la plus basse possible des arsenaux nucléaires allant de pair avec le maintien d'une dissuasion crédible (Delpech, 2013).

De tels arguments, très réalistes dans leur conception, sont de véritables obstacles aux arguments utilisés par les mouvements abolitionnistes. Il est en effet très difficile de donner tort au fait qu'un monde sans armes nucléaires n'est pas pour tout de suite et que tant qu'il y en aura, les Etats auront intérêt à garder des arsenaux minimums. Cependant, les défenseurs de la dissuasion oublient souvent de dire que le concept est basé sur un comportement rationnel des acteurs en présence. Hors, avec la montée en puissance du terrorisme ou la présence de la technologie nucléaire dans un pays comme la Corée du Nord, on peut en douter. Comme expliqué dans le chapitre dédié à la dissuasion, un élément important du concept est la menace de représailles. Un pays n'attaquera pas un autre pays par peur d'être la cible à son tour d'armes nucléaires. Le problème avec la plupart des groupes terroristes, c'est qu'ils n'ont pas de territoires réellement définis et qu'en cas d'attaque envers un pays, ce dernier ne se risquerait pas à des représailles nucléaires causant la mort de milliers de civils innocents. Les mouvements abolitionnistes

²³ DELPECH Thérèse, *La dissuasion nucléaire au XXI^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2013, p19

critiquent la caractère « limité » du concept et insistent donc sur la nécessité d'un monde sans arme nucléaire.

2. De nouveaux mouvements abolitionnistes

La période post Guerre Froide va ainsi réactiver les mouvements abolitionnistes. De nouveaux mouvements, beaucoup plus internationaux et influençant vont voir le jour.

2.1 Global Zero²⁴

Le meilleur exemple de l'apparition de nouveaux mouvements à portée beaucoup plus globale est la création en 2008 de la campagne Global Zero, destinée à supprimer toutes les armes nucléaires de la planète à travers la construction d'un consensus international et d'un mouvement durable de leaders et de citoyens vers l'abolition. Cette campagne se détache des autres mouvements abolitionnistes par son côté entreprenant. Sa démarche est en effet basée sur un plan d'action appelant les Etats-Unis et la Russie (qui possèdent plus de 90% de l'arsenal mondial) à négocier pour diminuer drastiquement leur arsenal, pour ensuite que des négociations internationales soit organisées afin d'abolir définitivement l'arme nucléaire d'ici 2030.

Le plan d'action est ainsi divisé en quatre parties :

- Après avoir ratifié le nouveau traité START, la Russie et les Etats-Unis s'accordent à réduire à 1000 têtes nucléaires par pays leur arsenal d'ici 2018. A la suite de ces négociations bilatérales, les autres pays possédant des armes nucléaires s'engagent à ne pas augmenter leur arsenal et à s'engager dans des négociations visant une réduction proportionnelle de leurs armes nucléaires.
- La deuxième phase correspond à un cadre multilatéral dans lequel la Russie et les Etats-Unis s'engagent à diminuer encore plus leur arsenal à 500 têtes par Etat d'ici 2021. Les autres pays continuent également à diminuer leur stock de manière proportionnelle. La phase II comprend également un système de vérification permettant un contrôle effectif à l'intérieur des Etats.

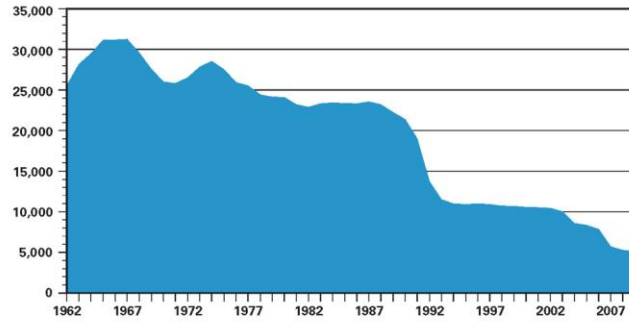
²⁴ Source : <https://www.globalzero.org/>

- Les Etats signent l'accord « Global Zero », un traité prévoyant la disparition de toute arme nucléaire d'ici 2030.
- Pour finir, la quatrième phase comprend la poursuite du programme de vérification afin de s'assurer que plus aucune arme nucléaire ne sera construite.

La campagne Global Zero ne se limite pas au traditionnel argumentaire moral pour combattre les politiques pro-nucléaires. Elle utilise par exemple des arguments comme le coût de la possession d'armes nucléaires ou encore la présence inutile de telles armes sur le territoire européen. De plus, tous les pays nucléaires sont pointés du doigt et plus seulement les Russes et Américains.

Il est ainsi possible de trouver, dans un rapport publié par l'organisation en 2011 (Global Zero Technical Report 2011) sur les budgets alloués au nucléaire, que les Etats dépensent ensemble 104.9 milliards \$ dans les technologies militaires nucléaires, avec les Etats-Unis dépensant à eux seuls 61.3 milliards \$. La France et le Royaume-Uni dépensent quant à eux respectivement 4.6 et 3.5 milliards \$. Ils font également une analyse qui montre que malgré les diminutions drastiques des arsenaux américains et russes, les dépenses restent très élevées dus à la recherche et au développement dans le domaine nucléaire comme le montre ces graphiques à la page suivante.

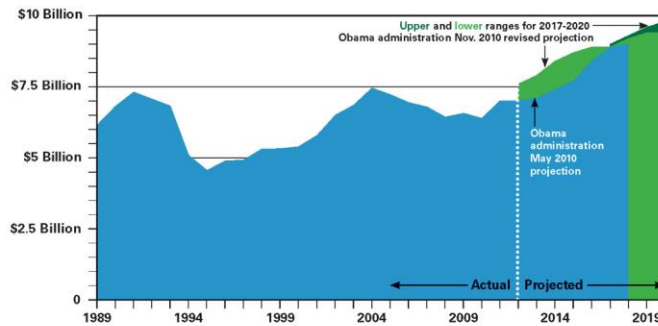
Figure 1: Total Number of Warheads in the United States Active Nuclear Arsenal from 1962-2009



Source: Department of Defense Fact Sheet "Increasing Transparency in the U.S. Nuclear Weapons Stockpile" May 3, 2010.

Note: The "active" arsenal are those nuclear warheads that need to be maintained for deployment on delivery systems or for the strategic reserve. It does not include warheads that have been retired from service that are awaiting dismantlement.

Figure 2: Past, Current, and Proposed Spending for U.S. Nuclear Weapons Research, Development, Maintenance Activities by Fiscal Year, 1989-2020



Sources: Data for the years 1989-1996 are from Atomic Audit, by Stephen Schwartz et al, Brookings Institution Press, 1998. Data for fiscal years 1997-2011 are from the annual National Nuclear Security Administration Congressional Budget Requests. Projections for fiscal years 2012-2018 are from the May 13, 2010 White House Fact Sheet "The New SIAH I Treaty - Maintaining a Strong Nuclear Deterrent." The higher level projections for the years 2012-2020 are from the November 17, 2010 "Update to the National Defense Authorization Act of FY2010 - Section 1251 Report - New START Treaty Framework and Nuclear Force Structure Plans"

Note: According to Atomic Audit, the Cold War annual average for the years 1948 to 1990 was \$5.1 billion for comparable nuclear weapons design, testing, production, and maintenance programs (now designated as the National Nuclear Security Administration "Total Weapons Activities" budget category).

(Global Zero Technical Report)

Un autre argument utilisé pour plaider la suppression de toutes les armes nucléaires en Europe est basé sur le fait qu'elles ne sont plus d'aucune utilité à cause de l'absence de menace réelle entre l'OTAN et la Russie comme au temps de la Guerre Froide (global Zero Nato-Russia Commission Report 2012). Pour les membres de Global Zero, la présence inutile de ces missiles nucléaires coûte très chère en plus de poser de véritables risques en termes de terrorisme ou de vétusté.

Ces deux arguments montrent bien à quel point les méthodes utilisées par les mouvements abolitionnistes pour justifier l'abolition ont évolué depuis la fin de la Guerre Froide. Ces derniers ne se contentent de « simples » valeurs morales mais tentent de démonter les arguments développés par les Etats nucléaires grâce notamment à des documents officiels ou des analyses géopolitiques.

2.2 Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (ICAN)²⁵

L'ICAN a été lancée en 2007 par l'IPPNW et a pour objectif de mobiliser les citoyens du monde afin de mettre la pression sur les gouvernements pour qu'ils lancent des négociations visant à adopter un traité d'interdiction des armes nucléaires. La campagne incite ainsi les Etats à :

- reconnaître que toute utilisation d'armes nucléaires entraînerait des dégâts humains et environnementaux catastrophiques ;
- reconnaître qu'interdire les armes nucléaires est un impératif humanitaire universel, même pour des États qui n'en possèdent pas ;
- reconnaître que les États possesseurs d'armes nucléaires ont l'obligation d'éliminer totalement leurs arsenaux nucléaires ;
- agir immédiatement pour soutenir un processus multilatéral de négociations pour un traité d'interdiction des armes nucléaires.

(<http://fr.icanw.org/a-propos/campagne>)

Ici encore, la justification apportée par le mouvement est différente de ce qui a pu être observé durant la Guerre Froide. L'ICAN justifie la nécessité de l'abolitionnisme via quatre points principaux. Le premier point fait référence à l'aspect humanitaire, c'est-à-dire l'argument originel des mouvements abolitionnistes qui est de dire que toute utilisation d'armes nucléaires aurait des conséquences gigantesques et désastreuses sur le plan humanitaire, que cela provoquerait la souffrance et la mort de centaines de milliers de personnes. Le deuxième point que l'ICAN développe est l'aspect lié à la sûreté. L'arme nucléaire est considérée comme un instrument de terreur qui est inutile pour faire face aux menaces actuelles comme le terrorisme, le changement climatique ou les maladies. L'ICAN critique la dissuasion nucléaire qui est selon elle devenue une justification qui n'est plus d'actualité. La campagne développe également un argumentaire environnemental. Ce troisième point est bien résumé par cette citation :

« Le changement climatique est le problème de politique mondiale qui a le plus accaparé l'attention lors de la décennie qui vient de s'écouler mais le problème des armes

²⁵ Source : <http://fr.icanw.org/>

nucléaires en est au moins l'équivalent en termes de gravité – et bien plus immédiat dans son impact potentiel... »²⁶.

Pour terminer, tout comme l'organisation Global Zero, l'ICAN s'appuie beaucoup sur l'aspect économique afin de promouvoir l'abolition. De leur avis, les Etats feraient mieux d'investir dans des programmes sociaux ou d'éducation plutôt que dans la recherche nucléaire.

Encore une fois, ces quatre angles d'attaque nous indiquent que les mouvements abolitionnistes ont petit à petit changé leur façon de s'attaquer au sujet en développant beaucoup plus d'arguments qu'auparavant.

3. START I, II & III

3.1 START I : un obstacle aux mouvements abolitionnistes

Le début de l'ère post Guerre froide est marqué par la mise en place des premiers désarmements de grande ampleur avec la signature du *Strategic Arms Reduction Treaty* (START I) le 31 juillet 1991, un traité de désarmement dont les négociations débutèrent 9 ans plus tôt, en 1982 à Genève. Contemporain à la réactivation des mouvements abolitionnistes, START I trouve pourtant son origine aussi bien dans la pression exercée par la société civile pour plus de contrôles des armes nucléaires, que dans des facteurs socio-économiques (Halleux, 2005). Tout d'abord, du côté américain, Ronald Reagan est souvent considéré comme la personne sans qui ce traité n'aurait jamais pu être conclu. Malgré des positions prônant l'augmentation des moyens militaires face à l'URSS durant sa campagne présidentielle contre Jimmy Carter en 1980, R. Reagan, une fois élu, renouera le dialogue avec l'Union soviétique sous la pression de l'opinion publique favorable à plus de contrôle des armes et initiera en juin 1982 les négociations sur la réduction des armes stratégiques (START I). Ensuite, les difficultés socio-économiques de l'URSS, qui permirent à Gorbatchev de réaliser la « perestroïka », assoupliront considérablement les positions soviétiques durant les négociations (Halleux, 2005).

²⁶ Commission Internationale sur le Désarmement et la Non-Prolifération Nucléaire, 2009

START I consistait en une réduction progressive des arsenaux en trois phases réparties sur sept ans. La première phase du traité visait les missiles en silos (ICBM), les missiles lancés depuis des sous-marins (SLBM) ainsi que les bombardiers lourds. Le traité prévoyait que trois ans après son entrée en vigueur, tant les Etats-Unis que l'URSS ne pouvaient posséder plus de 2100 vecteurs d'ICBM, d'SLMB et de bombardiers lourds. Le nombre d'ogives était quant à lui limité à 9150. La phase 2 continuait dans le sens d'une diminution des arsenaux pour progressivement arriver à la troisième et dernière phase où 84 mois après l'entrée en vigueur de START I, le nombre total de vecteurs ne devait pas excéder 1600 et le nombre d'ogives était fixé à 6000 avec un sous-plafond de 4900 pour les ICBM et SLBM (Halleux, 2005).

L'élément le plus significatif du changement dans les relations américano-soviétiques ne se trouve cependant pas dans la décision de diminuer leurs arsenaux respectifs mais bien dans le dispositif de vérification institué par le traité (Halleux, 2005) qui tranche avec l'importance du secret caractérisant la Guerre Froide. Le traité prévoyait que chaque Etat fournisse l'emplacement des bases abritant les missiles visés par les diminutions. Ensuite, un nombre important de vérifications et d'activité de surveillance serait organisé.

La signature du traité START I pouvait paraître comme une victoire auprès des mouvements abolitionnistes mais constituait en réalité un obstacle vers l'abolition complète des armes nucléaires car ce dernier enlevait certains arguments utilisés par les mouvements abolitionnistes pour prôner leur vision du monde. Premièrement, START I mit en quelque sorte fin à la course à l'armement nucléaire que les Etats-Unis et l'URSS s'étaient livrés durant la Guerre Froide. Or, cet argument était en permanence utilisé par les abolitionnistes pour justifier la disparition d'armes pouvant à tout moment détruire la planète, particulièrement dans une période de forte tension entre les deux superpuissances de l'époque. Deuxièmement, START I donna une sorte d'illusion de volonté politique abolitionniste alors qu'en réalité, comme expliqué plus haut, le traité fut le résultat d'une certaine pression populaire du côté américain mais surtout de problèmes économiques du côté soviétique. Ces derniers ne pouvaient continuer à dépenser autant d'argent dans le maintien d'un tel arsenal ce qui a facilité la signature de START I. Les mouvements abolitionnistes ont ainsi soudainement eu plus de difficultés à rassembler du soutien

auprès de la population devant ce traité présenté comme un avancement majeur vers le désarmement. Certes il est vrai que START I fut le premier désarmement majeur de la période post Guerre Froide mais à aucun moment il n'a été question d'un chemin vers l'abolition. Ce traité fut le résultat de calculs politiques, économiques et non pas d'une volonté idéologique de mettre un terme à la présence de l'arme nucléaire.

3.2 START II&III : des échecs justifiant l'abolition

A l'inverse, les échecs de START II & III redonnèrent des justifications aux mouvements abolitionnistes en détruisant les espoirs créés par la signature de START I. La situation qui semblait s'embellir se retrouvait de nouveau au point mort avec des antagonismes russo-américains rappelant l'immobilité de la Guerre Froide en termes d'accords ou de traités conclus. Ces échecs redonnèrent une certaine légitimité à la volonté abolitionniste dans une période de refroidissement des relations entre Russes et Américains.

3.3 New START : vers un désarmement global ?

En avril 2009, Barack Obama fit monter un vent d'optimisme dans le camp abolitionniste en définissant l'abolition nucléaire comme une priorité absolue dans un discours présenté à l'occasion d'un sommet Etats-Unis Europe. Un an plus tard, ce dernier signait avec le président russe Dimitri Medvedev ce qui était présenté comme le traité de désarmement le plus ambitieux jamais conclu depuis la fin de la Guerre Froide, le New START, successeur de START I qui prenait effet en décembre 2009 (Ghoshroy, 2010).

Cet élan d'optimisme fut cependant vite remplacé par des critiques émanant de certains spécialistes. Premièrement, lorsque New START aura atteint son objectif, prévu pour 2020, le nombre d'armes nucléaires pouvant être détenus par les Etats-Unis et la Russie sera d'environ 11 000, sans compter les 4000 armes tactiques. On est donc loin des « grosses coupes » présentées lors de la signature du traité (Ghoshroy, 2010). Deuxièmement, et plus important encore, cette volonté de désarmement ne collait pas du tout avec le plan américain (à travers l'OTAN) de déploiement du système de défense anti-missile en Europe. Le Secrétaire américain à la défense laissa d'ailleurs peu de doute quant aux réelles intentions du pays en déclarant en 2009 :

« Those who say we are scrapping missile defense in Europe are either misinformed or misrepresenting what we are doing. American missile defense on the continent will continue, and not just in Central Europe, the most likely location for future sm-3 sites, but we hope, in other NATO countries as well.

Le discours d'Obama de 2009 se révélera ainsi n'être qu'un coup d'épée dans l'eau non seulement pour les défenseurs de l'abolition mais aussi pour les défenseurs d'un certain désarmement, déçu par le double discours opéré par la Maison Blanche.

Le cas de New START révèle encore une fois une situation souvent critiquée par les mouvements abolitionnistes : les grands discours cachent de la realpolitik n'allant finalement pas dans le sens d'un réel désarmement.

4. L'argumentaire abolitionniste contamine le champ politique

4.1 Le TNP

La conférence du TNP de 2015 a mis en évidence la contamination graduelle du champ politique par les mouvements abolitionnistes depuis la fin de la Guerre Froide. Le débat diplomatique n'était plus uniquement tourné autour de logiques de puissance, de contrôle des armes nucléaires justifiés par un impératif de maintien d'un certain avantage comparatif. Car il est vrai qu'il est difficile de ne pas voir dans le traité initial, signé en 1968, une volonté des membres permanents du Conseil de sécurité d'asseoir leur supériorité en se réservant la possession et le développement des armes nucléaires par rapport à de réels objectifs de prolifération pour des raisons humanitaires.

Ce sont pourtant bien ces justifications humanitaires, initialement défendues par les mouvements abolitionnistes, qui vont être reprises par de nombreux ENDAN, lors de la conférence de 2015, pour appeler à renforcer les trois piliers du TNP qui sont pour rappel le désarmement nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Sera aussi discuté pendant la conférence la possibilité de participation de la société civile au renforcement des normes du Traité soulignant encore une fois l'importance politique gagnée depuis quelques années par les mouvements abolitionnistes.

Selon le rapport de presse des Nations Unies, « *une majorité d'intervenants au débat général de la Conférence d'examen ont fait part de leur inquiétude face à la menace que les armes nucléaires font peser sur le monde et se sont plaints de la lenteur des progrès en vue de leur élimination définitive* »²⁷. De plus en plus d'Etats défendent ainsi l'abolition pure et simple des armes nucléaires pour des raisons sécuritaires, humanitaires les mettant ainsi sur la même longueur d'onde que les mouvements abolitionnistes.

Il est également intéressant de voir que le rapport de presse mentionne l'intervention d'un minuscule Etat insulaire, les Palaos. C'est le signe qu'une certaine importance est donnée à l'avis de cet Etat, et cela pour une raison très simple : la région a enduré pendant plus de 50 ans les conséquences environnementales et sanitaires de l'essai de plus de 300 bombes nucléaires. L'importance donnée à ce genre de discours souligne encore une fois la contamination des justifications humanitaires.

Les justifications humanitaires ne sont également pas les seules à avoir contaminé le champ politique comme le montre l'intervention de la délégation guatémaltèque, déplorant que chaque année « des milliards de dollars soient encore dépensés dans l'entretien et la modernisation des arsenaux nucléaires, alors même que les puissances nucléaires clament haut et fort leur attachement à atteindre l'objectif de l'élimination complète et vérifiable de ce type d'armes »²⁸. L'argument du prix exorbitant nécessaire au maintien des arsenaux est ainsi développé ici pour pointer du doigt le double discours des Etats nucléaires.

Pour terminer, de nombreux Etats ont ouvertement critiqué la modernisation des technologies militaires nucléaires engagées par les Etats nucléaires, ce qui souligne la perte de légitimité de ces derniers au niveau de leur programme nucléaire. Ce dernier point pourrait bien marquer le début d'une scission progressive entre les EDAN et les ENDAN. Les pays non nucléaires semblent petit à petit adopter une position très proche des mouvements abolitionnistes, prônant la disparition des armes nucléaires pour des raisons humanitaires alors que les Etats nucléaires, comme développé au chapitre suivant,

²⁷ Rapport de presse ONU <http://www.un.org/press/fr/2015/cd3557.doc.htm>

²⁸ Rapport de presse ONU <http://www.un.org/press/fr/2015/cd3557.doc.htm>

sont encore très loin de cette conception du nucléaire avec des investissements toujours conséquents dans l'amélioration des technologies militaires nucléaires.

4.2 Les conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires

Dans le cadre du TNP sont organisées chaque année depuis 2013 des conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, ce qui souligne ici encore la contamination du lexique des mouvements abolitionnistes dans les discussions diplomatiques. Ces forums réunissent d'ailleurs des Etats ainsi que la société civile afin de développer des réflexions scientifiques, politiques et humanitaires sur les conséquences d'une explosion nucléaire. Ces forums marquent dès lors une double avancée. La première est qu'ils réunissent pays et associations provenant de la société civile. Les mouvements abolitionnistes ne contaminent pas seulement la diplomatie par leur discours mais prennent bel et bien part aux discussions. Deuxièmement, ces conférences montrent que les ENDAN ont décidé de prendre l'initiative dans le dossier du désarmement et de ne plus laisser uniquement le problème dans les mains des pays nucléaires (Collin, 2014). Cette initiative prend la forme de la création d'un instrument juridique permettant l'interdiction et ensuite l'élimination de arsenaux nucléaires (initiative plébiscitée par une majorité d'Etats présents). Il est cependant étonnant de voir qu'uniquement deux pays européens se sont positionnés en faveur de cette initiative : la Suisse et l'Autriche.

Selon Jean-Marie Collin²⁹, ces conférences ont rempli leurs objectifs « en rassemblant – en partenariat avec la société civile – à chaque fois un plus grand nombre d'acteurs étatiques et institutionnels, en créant une dynamique forte sur la légitimité de parvenir au désarmement nucléaire »³⁰.

La période post-Guerre Froide marque en conclusion la fin du monopole des EDAN sur les questions nucléaires avec l'entrée en jeu des mouvements abolitionnistes et des ENDAN dans les discussions, motivant leur choix par le fait qu'une explosion nucléaire

²⁹ Consultant indépendant au GRIP

³⁰ COLLIN Jean-Marie, 3e conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires. Un nouveau cycle d'actions, Bruxelles, GRIP, 2015, 12p.

aurait des conséquences néfastes non seulement pour les Etats « en guerre » mais également pour tous les Etats aux alentours (Collin, 2015).

5. Contexte actuel

5.1 La politique nucléaire de l'OTAN

C'est en 2010 que les chefs d'Etats et de gouvernements de l'Alliance ont signé le « nouveau concept stratégique », déclaration de politique générale pour la décennie à venir et dotée du titre « Engagement actif, défense moderne ». Cette déclaration arriva peu après le discours du Président Obama sur la diminution des arsenaux nucléaires mondiaux jusqu'à une abolition complète mais l'Alliance, bien que prônant le désarmement, la non-prolifération et même l'abolition, reste dans une logique de dissuasion, identique à la vision de Thérèse Delpech. Le nouveau concept stratégique est d'ailleurs très clair à ce sujet :

"It commits NATO to the goal of creating the conditions for a world without nuclear weapons, but reconfirms that, as long as there are nuclear weapons in the world, NATO will remain a nuclear Alliance."

L'OTAN se place ici clairement dans la continuité de la politique défendue par les Etats occidentaux comme la France, le Royaume-Uni ou les Etats-Unis qui est celle d'une réduction la plus basse possible des arsenaux nucléaires allant de pair avec le maintien d'une dissuasion crédible (Delpech 2013). Une dissuasion crédible que l'OTAN considère comme nécessaire à la réalisation de son objectif initial, rappelé dans le texte de la déclaration de politique, qui est « la sauvegarde de la liberté et de la sécurité de tous ses membres par des moyens politiques ou militaires ».

De plus, le nouveau concept stratégique réitère également que « la présence de forces conventionnelles et de capacités nucléaires en Europe, reste vital pour la sécurité de cette dernière, sécurité inséparablement liée à celle du continent nord-américain ».

En conclusion, ce nouveau concept stratégique s'appuie sur trois points (Boussois, Wasinski, 2011) :

1. La dissuasion est essentielle à la sécurité de l'Alliance.

2. La présence américaine en Europe est importante, tout en continuant à réduire l'importance des armes nucléaires.
3. « Le partage du fardeau » continuera à constituer les fondations de la politique de l'Alliance.

Au cours de cette décennie, l'Alliance a tout à fait respecté sa déclaration de politique avec un soutien à des traités de désarmement comme le New START ou au renouvellement du TNP, et à une défense du principe de dissuasion. Principe de dissuasion qui ne risque pas d'être remis en question avec les événements actuels en Corée du Nord.

La question principale à l'heure actuelle est l'impact qu'aura l'arrivée de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis. On le sait déjà un défenseur de la dissuasion nucléaire, il serait difficile d'imaginer un discours allant dans le même sens que celui fait par Barack Obama en 2009 sur l'abolition. Ce qui est par contre sujet à plus d'inconnues est le poids futur que les Etats-Unis auront dans l'OTAN. Le pays offre pour le moment son parapluie nucléaire à bon nombres de ses alliés et Donald Trump a déjà déclaré qu'il voudrait que les membres de l'Alliance participent plus à leur propre protection. Dans le cadre du TNP, il est impossible que de nouveaux pays acquièrent l'arme nucléaire mais peut être pourra-t-on voir la France et le Royaume-Uni prendre plus d'importance dans la dissuasion nucléaire européenne.

5.2 Une Europe divisée sur le sujet

L'Europe est dans une situation finalement assez paradoxale. Malgré le fait qu'elle fut une des premières régions du monde à prôner le concept de communauté de sécurité (Remacle, 2011) avec notamment la création de l'Union européenne basée sur l'idée de ne plus jamais connaître de guerre sur le continent européen, le continent est une des dernières régions à devoir encore discuter d'une dénucléarisation continentale. Point d'autant plus étonnant que l'Union européenne est le seul endroit au monde qui n'a pas connu de conflit ces 60 dernières années.

La première raison à trouver dans l'absence de discussions sur la dénucléarisation est sans doute le manque de volonté, voire l'opposition de certains gouvernements européens,

spécialement les EDAN. La France est un grand partisan de la dissuasion nucléaire que le pays justifie dans son livre de la défense de 2013 comme « la garantie ultime de la sécurité, de la protection et de l'indépendance de la Nation ». Celle-ci garantit en permanence notre autonomie de décision et notre liberté d'action dans le cadre de nos responsabilités internationales, y compris contre des tentatives de chantage qui pourraient être exercées contre nous en cas de crise ». Derrière cette justification sécuritaire, la France tient également à garder son statut prestigieux de « puissance nucléaire », membre permanent du Conseil de sécurité. De l'autre côté, certains pays, comme les pays nordiques, prônent un territoire européen exempt de toute arme nucléaire avec de nombreuses tentatives de création de ZEAN (cfr point 5.6).

Un deuxième obstacle pouvant être souligné est l'appartenance d'un grand nombre de pays européens à une alliance militaire nucléarisée, l'OTAN. La possession ou la présence d'armes nucléaires est considérée comme le moyen le plus efficace de maintenir un avantage comparatif facilitant une domination économique et politique globale (Remacle, Boussois, 2011).

Pour finir, l'Union européenne a encore beaucoup de chemin à parcourir dans le domaine politique et surtout dans le domaine de la défense. La PESC et la PCSD n'ont connu que des avancements très minimes mettant en lumière à quel point les sujets touchant à la souveraineté des Etats restent très sensibles au sein de l'UE (Remacle, Boussois, 2011).

5.3 La Russie très loin d'un débat sur l'abolition

La Russie, Etat partie au TNP, ne semble pourtant pas montrer beaucoup d'engagement pour la réduction et l'élimination des armes nucléaires. Le pays supprime certes depuis quelques années son matériel datant de l'ère soviétique, notamment dans le cadre du traité New START, mais entreprend de l'autre côté la modernisation de tout son arsenal nucléaire (Kristensen, Norris, 2016). De plus, contrairement à la France, les Etats-Unis ou le Royaume-Uni, Moscou n'a jamais dévoilé le nombre exact d'ogives nucléaires en sa possession soulevant encore une fois des questions du réel engagement du pays pour l'élimination des armes nucléaires. Dans la stratégie de sécurité nationale pour l'année 2016, on peut d'ailleurs y lire une rhétorique de dissuasion propre à tous les EDAN :

« *Maintien du potentiel de dissuasion nucléaire au niveau suffisant* » rappelant encore une fois Thérèse Delpech et la nécessité de posséder la technologie nucléaire tant qu'il reste sur terre des armes nucléaires.

La géopolitique russe est également dominée par une vision très *realpolitik* du monde laissant peu de chance aux espérances abolitionnistes. Les chaînes de télévision russes, contrôlées par le Kremlin et servant de support pour imposer la vision du monde de Vladimir Poutine, reflètent la *realpolitik* russe. Fin avril, un politologue américano-russe, Nikolaï Zlobine, avait d'ailleurs été vivement critiqué pour avoir déclaré que si « la Russie veut augmenter son influence internationale, il serait utile - avant tout - qu'elle développe d'abord son économie » (La libre, 2017). Le président du comité de l'Education de la Douma d'Etat, Vyatcheslav Nikonov, avait alors répondu au politologue ; « A propos de l'interdépendance de l'économie et de l'influence mondiale, Gengis Khan a créé son grand empire malgré le fait qu'il habitait une yourte et que le PNB de son pays était mille fois moins élevé que celui de la Chine qu'il avait conquise » (La libre, 2017). Cet épisode qui peut paraître anecdotique illustre bien la façon dont la Russie veut se poser en grande puissance militaire. La principale raison qui explique cette position est la tentative de maintien d'un nationalisme puissant au sein de la population soviétique en dépeignant le pays comme une grande puissance militaire ayant de nombreux ennemis. La technique est simple, détourner l'attention de la population loin des problèmes internes au pays pour la focaliser sur les « dangers extérieurs ». Il y a donc peu de chance de voir la politique nucléaire russe changer dans les années à venir. De plus il n'y a pour ainsi dire aucun mouvement abolitionniste actif en Russie en raison du contrôle du Kremlin sur la population et à la difficulté pour les partis d'opposition de se faire entendre.

5.4 Une Chine toujours très secrète

Le manque de transparence de la Chine sur notamment la question des dépenses militaires rend difficile toute évaluation objective et réelle de leur programme nucléaire. Il ne fait en effet presque aucun doute que les données relatives aux dépenses militaires publiées par les officiels chinois excluent des parties importantes d'activités qui sont considérées, selon les standards occidentaux, comme des dépenses militaires (Huisken, 2010). Il y a

donc certaines inconnues relatives au programme nucléaire chinois. C'est d'ailleurs considéré par l'*Union of Concerned scientists*, comme une stratégie chinoise :

*“On the question of nuclear deterrence, maintaining an appropriate degree of ambiguity, allowing opponents to guess about China’s nuclear capability, the scale and timing of a Chinese nuclear retaliatory attack, etc. increases the degree of difficulty for the opponent’s policy, helping raise the effective deterrent function of China’s limited nuclear force.”*³¹

La force nucléaire de la Chine est cependant décrite par beaucoup comme réduite, définie par le concept de dissuasion suffisante, propre à des pays comme la France ou le Royaume-Uni (Cordesmans, 2016). Le rôle donné par Pékin à l'arme nucléaire est d'ailleurs bien décrit dans l'édition 2013 du *The Science of Military Strategy* :

*“Their sole purpose is to deter other nuclear-armed states from using or threatening to use nuclear weapons against China. In the words of the authors [of The Science of Military Strategy]: as it has been for a long time, the objective of China’s development and utilization of nuclear weapons is concentrated on preventing enemy nations from using or threatening to use nuclear weapons against us”*³².

La Chine suit ainsi une politique de « non recours en premier » ou la possession d'armes nucléaire permet d'avoir une dissuasion suffisante dans une région du monde très nucléarisée avec l'Inde, le Pakistan, la Corée du nord ainsi que le parapluie nucléaire américain protégeant des pays comme le Japon ou la Corée du sud.

Il est donc encore une fois très peu probable de voir la Chine se diriger vers un désarmement. De plus, le pays renouvelle actuellement ses arsenaux pour faire face notamment à l'amélioration des systèmes de défense balistique pausant des incertitudes quant aux futures capacités chinoises d'assurer des représailles.

³¹ Union of Concerned Scientist: *CORDESMANS A, Chinese Strategy and Military Modernization, CSIS, 2016, 745p*

³² Extrait du *The science of Military Strategy : CORDESMANS A, Chinese Strategy and Military Modernization, CSIS, 2016, 745p*

5.5 Les Etats nucléaires non parties au TNP

Ce n'est finalement pas un hasard si à l'heure actuelle, les Etats non parties au TNP, l'Inde, le Pakistan et la Corée du nord (est exclu ici le Soudan du sud qui n'est pas partie au TNP mais qui ne possède aucune technologie nucléaire militaire ou civile) se situent dans les régions où le risque de voir un conflit nucléaire éclater est le plus grand.

Tout d'abord, l'Inde et le Pakistan possèdent toujours des relations très conflictuelles, catalysées par la méfiance extrême à l'égard de chacun et leur frontière disputée au Cachemire. Dans le rapport annuel du ministre indien de la Défense de 2015, le Pakistan est ainsi représenté comme une menace à la sécurité régionale de l'Inde, accusé par ce dernier d'être un refuge pour bon nombres d'organisations terroristes et de carrément utiliser le terrorisme comme politique d'Etat (Rapport annuel MID 2015). Les relations entre les deux pays restent très difficiles avec des violations hebdomadaires de la *LoC*³³. De plus, une amélioration des relations entre l'Inde et le Pakistan, même incluant une résolution du problème lié au Cachemire, n'irait pas nécessairement de pair avec à un désarmement nucléaire même si cela mènerait probablement à un système de contrôle des programmes nucléaires (Carranza, 2016). Le désarmement de l'Asie ne peut en effet se faire sans un désarmement global. La situation n'est ainsi pas très optimiste en termes de désarmement car, l'Inde et le Pakistan sont à l'heure actuelle très loin d'un réchauffement des relations et de plus, il faudrait ensuite les inscrire, avec les autres pays détenteurs de l'arme nucléaire, dans une logique de désarmement global ainsi que dans un climat de confiance. Il faudrait pour ce faire que les relations entre la Chine et l'Inde s'améliorent également ou du moins qu'une certaine confiance mutuelle s'installe, ce qui est encore une fois quelque chose de difficile à imaginer dans un futur proche.

Ensuite, la Corée du nord, en plein développement de missiles balistiques se retrouve ces derniers mois au cœur de l'actualité pour ses nombreux essais de tir. La situation sécuritaire est d'ailleurs très tendue dans la région avec l'inquiétude des pays voisins comme le Japon, la Corée du Sud ou même la Chine. Les Américains ont quant à eux décidé de hausser le ton avec l'envoi en avril 2017 d'un porte avion dans la région et le

³³ Line of Control

survol de la péninsule coréenne avec des bombardiers. La situation ne semble n'avoir jamais été aussi mauvaise avec Kim Jong-Un passant outre les sanctions imposées par la communauté internationale. Il est ici encore peu probable de voir une amélioration de la situation dans un pays dirigé par un dictateur connu pour ses décisions soudaines et très belliqueuses. L'idée qu'un dictateur pas toujours rationnel soit en possession d'armes nucléaires et se dit prêt à les utiliser provoque une insécurité immense dans la région avec un futur qui s'annonce pas meilleur.

5.6 Les zones exemptes d'armes nucléaires

Des ZEAN ont continué à être créées après la fin de la Guerre Froide. Le traité de Bangkok en 1995, suivi du traité de Semipalatinsk en 2006 et le dernier en date, le traité de Pelindaba, signé en 1996 mais entré seulement en vigueur en 2009 ont défini respectivement l'Asie du Sud-Est, l'Asie centrale ainsi que l'entièreté du continent africain comme ZEAN.

La question de la création de ZEAN en Europe et au Moyen-Orient fait également débat depuis plus d'un demi-siècle mais cela est-il réellement concevable ? La possibilité d'une ZEAN au Moyen-Orient est régulièrement revenue sur le table notamment grâce à l'Egypte qui lança l'initiative en 1963 et en 1974 de création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Celle-ci se révélera être un échec notamment en raison de l'abstention d'Israël, dont on saura plus tard que le pays développait un programme nucléaire secret. Un succès aurait pu peut être permis d'éviter le problème du développement nucléaire iranien (Boussois, Wasinski, 2011), seulement résolu par un accord historique en 2015. Les dernières tentatives allant dans ce sens furent entreprises par le ministre des Affaires étrangères russes, Sergueï Lavrov en 2009 ainsi que par le TNP en 2012 mais qui se solderont également par des échecs suite au retrait des Etats-Unis, soutenus par Israël. Les volontés de création d'une ZEAN européenne, principalement initiées par les pays nordiques, ne sont également pas neuves et ont aussi beaucoup de difficultés à aboutir. En 1965, le président finlandais, Urho Kekkonen fit une proposition de création d'un groupe de cinq Etats composés du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède ne possédant pas d'armes nucléaires. Le Danemark et la Norvège finirent par exprimer une certaine retenue notamment suite à

traités, ou qui soit ne les respectent pas³⁴, montrant ainsi la réticence des EDAN au contrôle et à non-prolifération des armes nucléaires.

5.7 Le futur de la prolifération nucléaire

Le monde comprend actuellement cinq Etats nucléaires selon le TNP (la Chine, les Etats-Unis, la Russie, la France et le Royaume-Uni), trois Etats reconnus pour posséder l'arme nucléaire (l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord), un Etat possédant l'arme nucléaire sans reconnaissance officielle (Israël) et cinq Etats hébergeant des armes nucléaires (la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie et la Turquie). Des armes nucléaires ne sont en fait présentes que dans 14 pays sur 197 que comptent la terre (il faut évidemment rajouter la présence d'armes nucléaires en mer).

Depuis l'accord sur le nucléaire iranien conclu en 2015, il n'y a plus de pays cherchant à développer un programme pour acquérir l'arme nucléaire. La question est maintenant de savoir si le monde a atteint à un certain équilibre dans la prolifération, si l'avenir est à la dé-prolifération ou si au contraire d'autres pays finiront tôt ou tard par se relancer dans le développement de programmes nucléaires militaires.

Attardons-nous maintenant sur le scénario de la dé-prolifération. Quelles seraient les raisons pour lesquelles un Etat renoncerait aux armes nucléaires ? Prenons tout d'abord l'Inde et le Pakistan. Il est clair qu'un des deux pays ne se lancera pas dans un désarmement complet sans que l'autre ne fasse de même. Or, le programme nucléaire indien fut développé à la base pour contrebalancer la technologie nucléaire chinoise. Il faudrait donc que l'Inde ait des garanties sécuritaires pour se lancer dans un programme d'abandon. Analysons maintenant la Corée du Nord : son programme ne changera pas avec le système politique en place. Un abandon du nucléaire semblerait uniquement possible dans le cas d'un renversement de régime qui semble bien peu probable dans le contexte actuel. Venons-en maintenant à Israël : une pression de la communauté internationale serait nécessaire pour qu'Israël abandonne son programme nucléaire avec notamment une position américaine beaucoup plus stricte sur le sujet. Israël ne possède

³⁴ Le Royaume-Uni a reconnu avoir envoyé des navires transportant des armes nucléaires lors de la guerre des Malouines en 1982

pas d'ennemis dotés de la capacité nucléaire dans son proche environnement, surtout depuis l'accord nucléaire iranien. Pour terminer, étant donné le parapluie nucléaire américain, est-il encore nécessaire pour la France et le Royaume-Uni de posséder leur propre programme nucléaire ? Les deux pays devraient pour recommencer tendre vers plus d'humilité, ne plus se considérer comme de grandes puissances, membres permanents du Conseil de sécurité. Ensuite il faudrait que les Etats-Unis acceptent de continuer à protéger l'Europe entière ce qui sous l'ère Trump est devenu incertain.

Il est ainsi peu vraisemblable de voir le nombre de pays nucléaires décroître dans les prochaines années, va-t-il pour autant s'accroître ? Selon Luc Mampaey³⁵, tout repose sur les Etats nucléaires à qui « *il revient désormais d'expliquer au monde la légitimité sur laquelle ils fondent leur privilège de détenir la bombe alors qu'ils nient ce droit aux autres (...) Une dé-prolifération ne sera qu'illusoire tant que les Etats nucléaires et leurs alliés n'auront pas admis, autrement que par des manœuvres déclaratoires, que non-prolifération et désarmement nucléaire vont de pair* »³⁶

³⁵ Docteur en sciences politiques, GRIP

³⁶ BOUSSOIS S, WASINSKI C, Armement et désarmement nucléaires, Bruxelles, Peter Lang, 2011, p74

Conclusion

Les mouvements abolitionnistes, bien que présents depuis l'élaboration de la première bombe nucléaire, commencent seulement, depuis quelques années, à prendre de l'importance à travers leur présence à des forums de traités comme le TNP ainsi qu'aux conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, mais aussi à travers la contamination des justifications humanitaires dans les débats diplomatiques sur le désarmement. La période de la Guerre Froide, marquée par une course à l'armement et par une prolifération nucléaire sans précédent, fût en effet peu propice à l'écoute des mouvements abolitionnistes avec la prédominance du concept de dissuasion, à la fois au sein des Etats mais aussi au sein de la population, par rapport aux dangers humanitaires liés à l'utilisation de l'arme nucléaire défendus par les mouvements. La Guerre Froide connaîtra pourtant des traités de limitation des armes (SALT I&II) ainsi que la signature du Traité de non-prolifération mais qui seront vite apparentés à un instrument de maintien de la dissuasion entre les mains des grandes puissances. Une époque difficile, certes, mais qui a quand même donné naissance à des mouvements internationalement reconnus comme le FAS et leur horloge de l'apocalypse ou encore Greenpeace. De plus, certains Etats se sont posés en opposants à la politique nucléaire de l'époque en constituant des ZEAN, preuve d'une influence non absente de l'opposition « humanitaire » de l'arme nucléaire.

Cependant, malgré l'influence grandissante des mouvements abolitionnistes et de leur critiques humanitaires, économiques et sécuritaires de l'arme nucléaire, le monde se heurte à un constat : il reste à l'heure actuelle plus de 17 000 ogives nucléaires dont 94% sont détenues par les Etats-Unis et la Russie³⁷. Les pays nucléaires, malgré la diminution des arsenaux (principalement les ogives vétustes de la période Guerre Froide), continuent à investir dans les technologies nucléaires et transforme peu à peu la course à l'armement quantitative en une course qualitative où l'objectif est toujours le même : assurer une dissuasion suffisante. Le concept reste très présent dans la logique sécuritaire des pays nucléaires avec la doctrine développée notamment par Delpéch : « Tant que seront

³⁷ Federation of American scientists

disséminées à la surface du globe, même en petit nombre, des armes nucléaires, la dissuasion demeurera la doctrine la plus sûre pour y faire face ». Le TNP semble d'ailleurs faire des postulats à propos des intentions des Etats qui ne collent pas avec le comportement réel de ces derniers (Rutherford, 2011) : L'abandon total à terme figurant dans les objectifs du traité ne se reflète pas dans la politique de sécurité et de défense des Etats nucléaires qui ne prévoient en aucun cas un désarmement. Ce genre de traité encourage finalement un certain cynisme car les objectifs utopiques discréditent les bonnes intentions initiales (Rutherford, 2011).

La scène internationale semble petit à petit se polariser avec d'un côté les Etats nucléaires et de l'autre les Etats non nucléaires, comme en témoigne la création de conférences comme celles sur l'impact humanitaire des armes nucléaires. Lors de ces conférences, les justifications humanitaires, économiques et sécuritaires défendues par les ENDAN ainsi que par la société civile se heurtent à la défense de la dissuasion par les EDAN.

En conclusion, la pression abolitionniste initiée par les mouvements issus de la société civile, ensuite reprise par de plus en plus d'Etats non nucléaires ont permis que le désarmement nucléaire devienne un objectif principal dans le domaine de la sécurité mondiale. Cependant, l'abolition nucléaire reste et restera une utopie pour encore longtemps car aucun Etat nucléaire ne se risquera à abandonner sa technologie nucléaire par crainte de perdre la précieuse dissuasion, considérée toujours par certains Etats comme le moyen principal pour éviter des conflits à grande échelle.

Bibliographie

Monographies :

- BARREA Jean, *L'utopie ou la guerre*, Louvain-la-Neuve, Ciaco, 1986, 625p.
- CARRANZA Mario, *India-Pakistan Nuclear Diplomacy*, London, Rowman&Littlefield, 2016, 266p.
- COLLINS Alan, *Contemporary Security Studies*, Oxford, Oxford University Press, 2016, 510p.
- CORDESMANS A, *Chinese Strategy and Military Modernization*, CSIS, 2016, 745p
- DELPECH Thérèse, *La dissuasion nucléaire au XXI^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2013, 301p.
- DELPECH Thérèse, *L'Héritage nucléaire*, Bruxelles, Editions Complexes, 1997, 159p.
- GREEN R, *Fast Track to Zero Nuclear Weapons*, Cambridge, Middle Powers Initiative, 1999, 92p.
- HAFEMEISTER D, *Nuclear Proliferation and Terrorism in the Post 9/11 World*, San Louis, Springer International, 2016, 446p.
- HUISKEN R, *Introducing China*, ANU Press, 2010
- NAU Henry N, *Perspectives on International Relations*, London, SAGE Publications, 2015, 485p.
- RÜDIG Wolfgang, *Anti-nuclear movements: A world survey of opposition to nuclear energy*, Harlow, Longman Current Affairs, 1990, 466p.
- SAUER Tom, *Nuclear inertia : US Nuclear Weapons Policy after the Cold War*, London, I.B. Tauris, 2005, 232p.
- WESTON Burns H., *Toward Nuclear Disarmament and Global Security: A Search for Alternatives*, Boulder, Westview Press, 1984, 746p.
- WITTNER L, *The American peace movement: 1941-1960*, New-York, Columbia University Press, 1969, 339p.
- WITTNER L, *Confronting the Bomb. A short history of the World Nuclear Disarmament Movement*, Stanford, Stanford University Press, 2009, 254p.

Ouvrages collectifs

- BLAVOUKOS S, BOURANTONIS D, PORTELA C, *The EU and the non-proliferation of nuclear weapons*, Brussel, Institute for European Studies, 2015, 264p.
- BOUSSOIS S, WASINSKI C, *Armement et désarmement nucléaires*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, 201p

POTTER William C., MUKHATZHANOVA G., *Forecasting nuclear proliferation in the 21st century*, Stanford, Stanford Security Studies, 2010, 295p.

THOMPSON Edward, *L'exterminisme: Armement nucléaire et pacifisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1982, 315p.

TOURAINÉ Alain, *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Editions du seuil, 1980, 373p.

Articles scientifiques:

ASADA S, "The Shock of the Atomic Bomb and Japan's Decision to Surrender: A Reconsideration", *Pacific Historical Review*, 1998, Vol LXVII, pp. 477-512.

BARKAN Steven E., "Strategic, Tactical and Organizational Dilemmas of the Protest Movement against Nuclear Power", *Social Problems*, Vol XXVII, n°1, pp.19-37.

BENFORD Robert D., "Frame Disputes within the Nuclear Disarmament Movement", *Social Forces*, Vol LXXI, n°3, pp.677-701.

BENFORD R, ""You Could Be the Hundredth Monkey": Collective Action Frames and Vocabularies of Motive Within the Nuclear Disarmament Movement", *The Sociological Quarterly*, 1993, Vol XXXIV, n°2, pp. 195-216.

BLAIR B, "Lengthening the Fuse: Global Zero Alert for Nuclear Forces", *The Brookings Review*, 1995, Vol XIII, n°3, pp. 18-31.

BLAIR Bruce, et alii, "Can Disarmament Work? Debating the Benefits of Nuclear Weapons", *Foreign Affairs*, Vol LXXXX, n°4, pp.173-178.

BRUSTLEIN C, "Les Espoirs Déçus du Désarmement Nucléaire", *Etude*, 2013, pp. 163-172.

BUNN M, WIER A, "Terrorist Nuclear Weapon Construction: How difficult?", *The Annals of the American Academy of Political Science*, 2006, Vol DCVII, pp.133-149.

CLOTFELTER J, "Disarmament Movements in the United States", *Journal of Peace Research*, 1986, Vol XXIII, n°2, pp. 97-101.

COOPER N, "Putting Disarmament Back in the Frame", *Review of International Studies*, 2006, Vol XXXII, n°2, pp. 353-376.

DAALDER I, LODAL J, "The Logic of Zero: Toward a World Without Nuclear Weapons", *Foreign Affairs*, Vol LXXXVII, n°6, pp.80-95.

ELIKIN A, "International Implications of Atomic Energy", *The Australian Quarterly*, 1946, Vol XVIII, pp.5-23.

FREEDMAN L, "Salt II and the Strategic Balance", *The World Today*, 1979, Vol XXXV, n°8, pp. 315-323.

GOSHROY S, “The New START Treaty: A Real Step Toward Disarmament or a Dead End?”, *Economic and Political Weekly*, 2010, Vol XLV, n°18, pp.18-20

JOFFE J, DAVIS J.W., “Less Than Zero: Bursting the New Disarmament Bubble”, *Foreign Affairs*, Vol LXXXX, n°1, pp.7-13.

JOPPKE C, “Social Movements during Cycles of Issue Attention: The Decline of the Anti-Nuclear Movements in West-Germany and the USA”, *The British Journal of Sociology*, 1991, Vol XLII, n°1, pp.43-60.

KARPOV V, “Soviet Stand on Disarmament”, *The Journal of Conflict Resolution*, 1962, Vol VII, n°3, pp. 333-337.

KAUFMANN Chaim, « Why Nuclear Proliferation Is Getting Easier », *Peace Review: A Journal of Social Justice*”, Vol XVIII, pp.315-324.

KITSCHOLT Herbert P., « Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, 1977, Vol XVI, n°1, pp. 57-85.

LODGAARD Sverre, “The Functions of SALT”, *Journal of Peace Research*, Vol XIV, n°1, pp. 1-22.

MATTESON R, “Disarmament prospects after Cuba”, *The Journal of Conflict Resolution*, 1962, Vol VII, n°3, pp. 338-350.

MIRAILLET M, “La Dissuasion et le Second Age Nucléaire”, *Institut français des relations internationales*, 2010, pp. 373-383.

MUELLER Harald, “Farewell to arms. What’s blocking nuclear disarmament”, *IAEA Bulletin*, Vol XXXVI, n°2, pp.12-15.

NORRIS M, “Dividing the Indivisible: The Fissured Story of the Manhattan Project”, *Cultural Critique*, 1997, n°35, pp. 5-38.

PERLE R, “YES NUKES: The Global Zero Utopia”, *World Affairs*, 2011, Vol CLXXIII, n°6, pp. 47-56.

PINGUET Catherine, « Littérature de la bombe. Silences et dénis – HiroshimaNagasaki », *Chimères*, 2006, Vol III, n° 62, p. 89-118.

RUTHERFORD I, “NATO’s new strategic concept, nuclear weapons, and global zero”, *International Journal*, 2011, Vol LXVI, n°2, pp. 463-482.

SAUER Tom, “The Nuclear Nonproliferation Regime in Crisis”, *Peace Review: A Journal of Social Justice*”, Vol XVIII, pp.333-340.

SHERWIN M, “Hiroshima as Politics and History”, *The Journal of American History*, 1995, Vol LXXXII, n°3, pp 1085-1093.

SODEI R, "Hiroshima/Nagasaki as Politics and History", *The Journal of American History*, 1995, Vol LXXXII, n°3, pp 1118-1123.

TANAKA Y, "Japanese attitudes towards Nuclear arms", *The Public Opinion Quarterly*, 1970, Vol XXXIV, n°1, pp. 26-42.

WATKINS S, "Non-prolifération nucléaire : Arme de justification massive", *Agone*, 2014, n°53, pp. 195-221.

WITTNER L, "The Forgotten Years of the World Nuclear Disarmament Movement, 1975-78", *Journal of Peace Research*, 2003, Vol XL, n°3, pp. 435-446.

Articles non scientifiques :

CLAIRMONT F, « Les véritables raisons de la destruction d'Hiroshima », *Le Monde Diplomatique*, Août 1990.

SHULTZ G, PERRY W, KISSINGER H, et alii, « A world without nuclear weapons », *Wall Street Journal*, January 4 2007.

Internet :

<http://fr.icanw.org/>, 19/04/17

<https://www.frstrategie.org/publications/notes/la-nouvelle-strategie-de-securite-nationale-de-la-federation-de-russie-2016-05>, 19/05/17

<http://www.globalzero.org/blog/study-risk-nuclear-use-too-damn-high>, 18/04/16.

<http://www.lalibre.be/actu/international/l-idee-d-une-alliance-germano-russe-promise-a-dominer-le-monde-germe-de-nouveau-591095c9cd70022542b3ffd7>, 19/05/17

<http://thebulletin.org/2015/may/russian-nuclear-forces-20158299>, 19/05/17

<http://www.un.org/press/fr/2015/cd3557.doc.htm>, 19/05/17

SLEIGHT Jess, *The risk of nuclear use is too damn high*, Global Zero, 02/03/16,

Working papers :

COLLIN Jean-Marie, *3e conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires. Un nouveau cycle d'actions*, Bruxelles, GRIP, 2015, 12p.

COLLIN Jean-Marie, *Conférence de Nayarit sur l'impact humanitaire des armes nucléaires. « Un point de non-retour ! »*, Bruxelles, GRIP, 2014, 16p.

COLLIN Jean-Marie, *Dimension humanitaire du désarmement nucléaire et danger du nucléaire militaire en France*, Bruxelles, GRIP, 2015, 16p.

SAUER Tom, *Nuclear Arms Control: Beyond the 1995 Non-Proliferation Treaty (NPT)*, Leuven, Centre d'Etudes de Défense, n°50, 1996, 166p.

Documents officiels

Annual Report 2014-2015, Ministry of Defence, 2015, 248p

Legal Memorandum, Berlin, IALANA, 2009, 83p.

Modernizing U.S. Nuclear Strategy, Force Structure and Posture, Washington DC: Global Zero, May 2012, 26p.

Nuclear Weapons Cost Study, Washington DC: Global Zero, June 2011, 10p.

Rapport d'activités 1994, New-York : United Nations, 25-27 Octobre 1994, 155p

Zero is the only option, Somerville: IPPNW, 2010, 20p.

Mémoires de fin d'études, Thèses de doctorat

ABSIL Sylvie, *L'aspect stratégique de la crise des euromissiles*, Mémoire de master en sciences politiques, Louvain-la-Neuve, UCL, 1990, 142p.

FRANCESCHI Fabio, *Applications contemporaines de la théorie des régimes internationaux : Les négociations START*, Mémoire de master en sciences politiques, Louvain-la-Neuve, UCL, 2006, 34p.

HALLEUX Benoit, *La diplomatie nucléaire américano-russe après la Guerre Froide : de START à nos jours*, Mémoire de master en sciences politiques, Louvain-la-Neuve, UCL, 2005, 95p.

SAUER Tom, *Nuclear inertia : US Nuclear Weapons Policy after the Cold War (1990-2000)*, Thèse de docteur en sciences sociales, Leuven: KUL, 2001, 437p.

Autres

Recueils de textes

GORBATCHEV Mikhaïl, *Pour un monde sans armes nucléaires*, Moscou, « Editions de l'Agence de presse Novosti », 1987, 308p.

Résumé :

Ce mémoire analyse les concepts utilisés pour justifier les points de vue, tant abolitionnistes que nucléaristes, afin d'ainsi disposer d'une vue d'ensemble de la lutte que se sont livrées les deux visions du nucléaire depuis la conception même de la première bombe atomique jusqu'à aujourd'hui. Il permet de comprendre la situation nucléaire actuelle à travers une perspective historique centrée sur les mouvements abolitionnistes internationaux et les Etats nucléaires.

Mots clés :

Dissuasion nucléaire – Mouvements abolitionnistes – Désarmement – Armes nucléaires – Prolifération